

Avec 20.000 projets d'investissement en ligne de mire, l'exécutif s'attaque au foncier économique

P3

L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION Mardi 18 août 2026 / N° 1405 / PRIX 20 DA



Pour améliorer l'approvisionnement en eau potable dans plusieurs wilayas
Le gouvernement met 23 milliards de dinars sur la table

P2

Universités, cantines et transport scolaires

GHRIEB APPELLE LES WALIS À ACCÉLÉRER LES PRÉPARATIFS

La disponibilité du transport et de la restauration scolaires, l'accueil des étudiants ainsi que la mobilisation du foncier économique pour soutenir l'investissement et concrétiser l'objectif de 20.000 projets à l'horizon 2029 ont notamment été au centre des discussions.

P3



TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME CHEZ LES ÉLÈVES LE MINISTÈRE DE LA SANTÉ LANCE UNE CAMPAGNE DE DÉPISTAGE

P5



Décarbonation du secteur pétrolier et gazier
SONATRACH ET ENI TRACENT LES CONTOURS D'UNE NOUVELLE ALLIANCE

P4

Programme AADL 3

Les premières livraisons de logements annoncées pour le 1^{er} Novembre

Le ministre a donné des instructions pour accélérer les travaux et permettre le lancement des premières livraisons dans plusieurs wilayas à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale.

P2



PROGRAMME AADL 3

Les premières livraisons de logements annoncées pour le 1^{er} Novembre

Les projets arrivés à un stade avancé seront concernés par cette première opération, qui s'inscrit dans une nouvelle conception des pôles urbains, intégrant les équipements et services nécessaires, ainsi que des logements dotés de systèmes intégrés de chauffage central.

Les clés des premiers logements du programme AADL 3 seront remises à leurs bénéficiaires à l'occasion de la célébration du 72^e anniversaire du déclenchement de la Guerre de libération nationale, le 1er Novembre prochain. L'annonce a été faite hier par le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, à l'issue d'une réunion consacrée à l'état d'avancement des projets du secteur. L'opération concernera les projets AADL 3 arrivés à un stade avancé de réalisation. Le ministre a donné des instructions pour accélérer les travaux et permettre le lancement des premières livraisons dans plusieurs wilayas à l'occasion du 72e anniversaire du déclenchement de la Guerre

de libération nationale. Le département de l'Habitat n'a toutefois pas précisé, à ce stade, le nombre exact de logements qui seront remis le 1er Novembre ni les wilayas concernées. Lancé en juillet 2024, le programme AADL 3 prévoit, dans une première phase, la réalisation de 200 000 logements selon la formule location-vente. Le programme repose, selon le ministre, sur une nouvelle approche urbanistique privilégiant la création de pôles urbains intégrés, dotés des équipements et services nécessaires. Les logements seront notamment équipés de systèmes intégrés de chauffage central. Cette nouvelle opération de distribution intervient quelques mois après la remise de 179 168 logements à travers le pays,



à l'occasion de la célébration du 64e anniversaire de l'Indépendance, le 5 juillet dernier. La réunion ministérielle a également été consacrée aux préparatifs de la rentrée scolaire 2026-2027, prévue le 21 septem-

bre prochain. Le secteur de l'Habitat prévoit la livraison de 385 établissements scolaires durant l'année en cours. Le programme comprend 207 écoles primaires, 122 collèges et 56 lycées, pour une enveloppe fi-

nancière de 115 milliards de dinars. Le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les délais de réalisation afin de garantir la disponibilité des nouvelles structures avant la rentrée. Y. R.

Raccordement des établissements scolaires à l'électricité et au gaz
Adjal fixe un ultimatum

Le ministre de l'Énergie, Mourad Adjal, a présidé hier, une réunion de la commission sectorielle de coordination, consacrée à l'examen et au suivi de l'état d'avancement des opérations de raccordement des établissements scolaires, des universités ainsi que des instituts de formation et d'enseignement

professionnels aux réseaux d'électricité et de gaz, en prévision de la rentrée sociale 2026-2027. Selon un communiqué du ministère, cette réunion s'est déroulée en présence de plusieurs cadres et responsables centraux du secteur, ainsi que de hauts responsables du groupe Sonelgaz. À cette occasion, un exposé détaillé a

été présenté sur l'état d'avancement des projets de raccordement des différents établissements concernés. Il a notamment été indiqué que l'ensemble des opérations de raccordement devra être achevé au plus tard le 31 août, afin de permettre la mise en service des infrastructures concernées dès le début de la nouvelle

année scolaire. Lors de cette réunion, le ministre de l'Énergie a donné plusieurs instructions et orientations visant à accélérer la réalisation des opérations restantes et à garantir la disponibilité des infrastructures et des réseaux d'électricité et de gaz dans les délais impartis. Mourad Adjal a également insisté sur la nécessité

d'assurer un suivi rigoureux de l'avancement des travaux et de lever les éventuelles contraintes susceptibles d'entraver leur achèvement, afin de garantir la disponibilité des établissements concernés et de contribuer au bon déroulement de la rentrée sociale 2026-2027. R. N.

POUR AMÉLIORER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU POTABLE DANS PLUSIEURS WILAYAS
Le gouvernement met 23 milliards de dinars sur la table

Le ministère de l'Hydraulique a annoncé la mobilisation d'une enveloppe financière de 23 milliards de dinars dans le cadre d'un nouveau programme d'urgence destiné à renforcer et à améliorer le service public de l'eau à travers les différentes wilayas du pays. Dans un communiqué, le ministère a indiqué que le ministre de l'Hydraulique, Lounès Bouzegza, a présidé, hier, une réunion de travail au siège du ministère, en présence de cadres de l'administration centrale ainsi que des directeurs généraux des établissements et organismes placés sous tutelle. À cette occasion, il a donné des instructions pour accélérer la mise en œuvre du programme d'urgence, assurer la disponibilité permanente des infrastructures hydrauliques et améliorer leur rendement d'exploitation. Ce programme vise à renforcer les capacités d'interven-

tion et de maintenance à travers l'acquisition de matériels et d'équipements électromécaniques, de groupes électrogènes, de pompes hydrauliques, de moyens d'intervention et de maintenance technique, ainsi que d'équipements et de stations de pompage et de camions-citernes. Ces moyens doivent permettre une prise en charge rapide des pannes et contribuer à garantir la continuité du service public de l'eau. Le ministre a insisté sur la nécessité de respecter les délais fixés et d'accélérer le rythme de réalisation et de concrétisation sur le terrain des opérations programmées. Il a également appelé à renforcer la coordination entre les différents services, établissements et organismes, afin d'orienter les moyens vers les priorités et d'améliorer la capacité de réponse aux préoccupations des citoyens. La réunion a également été consacrée

au suivi de l'état d'avancement des grands projets structurants et stratégiques du secteur, ainsi qu'aux études relatives aux futurs projets destinés à renforcer et à sécuriser l'alimentation en eau potable. Dans ce cadre, les responsables ont notamment examiné les préparatifs liés au lancement des travaux de raccordement à partir des stations de dessalement d'eau de mer de Tlemcen, Mostaganem et Chlef. Le suivi a également porté sur le projet de Tin Zaouatine, destiné à approvisionner la région en eau potable à partir de la nappe aquifère de Tanezrouft, sur une distance estimée à 238 kilomètres. Le projet Koudiet Asserdoune-Cap Djinet a également été examiné. Il porte sur la réalisation des travaux de raccordement à partir de la station de dessalement d'eau de mer Cap Djinet 2 au profit des wilayas de Bouira, Tizi Ouzou, M'Sila et Médéa.

Les participants ont par ailleurs suivi l'avancement du projet de Sétif, destiné à alimenter la ville d'El Eulma et les communes du nord-est de la wilaya en eau potable à partir du barrage de Draâ Diss. La réunion a également permis de faire le point sur le projet de transfert d'eau vers la wilaya de Biskra à partir du barrage de Koudiet Medouar, dans la wilaya de Batna, ainsi que sur le projet Mila-Jijel, destiné à renforcer l'alimentation en eau potable de six communes de la wilaya de Mila et de deux communes de la wilaya de Jijel à partir du barrage de Tabellout. Le projet d'alimentation des communes de la wilaya de Souk Ahras en eau potable à partir du barrage d'Oued Djedra figurait également parmi les opérations examinées, de même que le projet de raccordement de la région de Béni Ksila à l'eau dessalée à partir de la station de dessalement

d'eau de mer de Béjaïa. Les responsables ont, en outre, examiné l'état d'avancement des études relatives aux grands projets stratégiques de transfert d'eau du Sud vers le Sud et du Sud vers les Hauts-Plateaux. Ces projets sont appelés à contribuer au renforcement de la sécurité hydrique et à la sécurisation des ressources en eau à long terme. À l'issue de la réunion, le ministre de l'Hydraulique a insisté sur la nécessité de respecter les délais et d'accélérer la mise en œuvre des programmes, tout en renforçant la coordination et la mobilisation en amont. Il a préconisé l'adoption d'une approche proactive dans le suivi des projets et la préparation aux différents scénarios, soulignant que la garantie de la continuité et de la qualité du service public de l'eau demeure au cœur des priorités du secteur. ■



Quotidien national
d'information édité par la
SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI
DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI
DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)
Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

UNIVERSITÉS, CANTINES ET TRANSPORT SCOLAIRES

Ghrieb appelle les walis à accélérer les préparatifs

Le Premier ministre a présidé, hier, une réunion par visioconférence avec les walis, consacrée notamment à la rentrée universitaire 2026-2027 ainsi qu'aux dispositifs de transport et de cantine scolaires.

« Conformément aux hautes orientations du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le Premier ministre, Sifi Ghrieb, a présidé cette réunion, au cours de laquelle ont été examinés l'état d'avancement des préparatifs de la rentrée universitaire 2026-2027 ainsi que le niveau de préparation des dispositifs de transport et de cantine scolaires », a indiqué, dans ce sens, un communiqué des services du Premier ministre. Une rencontre à laquelle ont pris part le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique ainsi que le ministre de l'Éducation nationale, a précisé la même source, ajoutant qu'elle a permis de rappeler la priorité absolue accordée par le président de la République aux dispositifs de transport et de cantine scolaires. Le chef de l'État a, à ce titre, souligné la nécessité de prendre toutes les mesures à même de garantir leur disponibilité dans les meilleures conditions dès la première semaine de la rentrée scolaire. Concernant la rentrée universitaire, le communiqué note que les dispositions prises par le secteur de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour assurer l'accueil des nouveaux étudiants dans les meilleures conditions ont été examinées, « en garantissant les moyens pédagogiques et matériels adéquats et en s'assurant de la disponibilité des structures et des infrastructures universitaires, ainsi que de la prise en charge des différents



services universitaires nécessaires », est-il souligné. Par ailleurs, ajoute la même source, et « en application des instructions du président de la République visant à encourager l'investissement, à travers la mise à disposition du foncier économique », la rencontre a permis d'évoquer le déroulement de l'opération de recensement et d'assainissement du foncier économique, conformément à la feuille de route exécutive établie par le président de la République à l'intention de l'ensemble des acteurs concernés par ce domaine, des secteurs public et privé. Cette opération vise à constituer un portefeuille national du foncier économique mobili-

sable, permettant de contribuer à la réalisation de l'objectif national consistant à concrétiser 20 000 projets d'investissement à l'horizon 2029. Pour rappel, cette feuille de route prévoit cinq axes fondamentaux, assortis d'un calendrier et dotés d'indicateurs de performance. Ils portent sur le parachèvement du recensement national du foncier économique, la numérisation de la gouvernance du foncier, l'assainissement juridique et la récupération du foncier, l'aménagement et le raccordement du foncier économique aux différents réseaux, ainsi que le renforcement de la gouvernance, du pilotage et de la coordination intersectorielle. **N. B.**

AVEC 20.000 PROJETS D'INVESTISSEMENT EN LIGNE DE MIRE

Le gouvernement s'attaque au foncier économique

PAR MAHDI B.

Le gouvernement a consacré, hier, une réunion avec les walis, tenue par visioconférence, à la rentrée scolaire et universitaire, mais également à l'un des dossiers majeurs de l'actuelle phase économique du pays : le foncier économique et la recherche de solutions idoines pour maintenir à un haut niveau les investissements créateurs de richesse et de croissance économique. Selon un communiqué des services du Premier ministre, la réunion, « en application des instructions du président de la République visant à encourager l'investissement, à travers la mise à disposition du foncier économique, a permis d'évoquer le déroulement de l'opération de recensement et d'assainissement du foncier économique, conformément à la feuille de route exécutive établie par le président de la République à l'intention de l'ensemble des acteurs concernés par ce domaine, des secteurs public et privé, en vue de constituer un portefeuille national du foncier économique mobilisable ». Cette démarche, selon la même source, « permet de réaliser l'objectif national consistant en la réalisation de 20.000 projets d'investissement à l'horizon 2029 ». Cette feuille de route, précise-t-on de même source, prévoit « cinq axes fondamentaux, assortis d'un calendrier et dotés d'indicateurs de performance ». Ces cinq axes portent sur « le parachèvement du recensement national du foncier économique, la numérisation de la gouvernance du foncier, l'assainissement juridique et la récupération du foncier, l'aménagement et le raccordement du foncier économique aux différents réseaux ainsi que le renforcement de la gouvernance, du pilotage et de la coordination intersectorielle ». L'objectif présidentiel de réaliser 20.000 projets d'investissement, privés et publics, à l'horizon 2029 dépend ainsi de cette

démarche du gouvernement visant à mettre en place un dispositif dynamique permettant de dégager les assiettes de foncier économique nécessaires aux porteurs de projets. La semaine dernière, rappelle-t-on, une réunion consacrée au foncier économique s'est tenue à Alger, au siège de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), sous la présidence du directeur de l'Agence, Nekkache. Le dossier du foncier économique, qu'il soit industriel, touristique ou urbain, a été au centre de cette rencontre réunissant le directeur de l'AAPI et les responsables des trois agences nationales chargées du développement et de la gestion du foncier économique dans les secteurs touristique, industriel et urbain. Cette rencontre a été orientée vers la recherche de solutions idoines, rapides et concrètes pour assurer la disponibilité d'assiettes foncières au profit des porteurs de projets économiques, potentiellement créateurs de richesses et, par conséquent, facteurs clés de la croissance économique du pays. Selon l'AAPI, après l'achèvement des procédures relatives à l'activation du guichet unique d'investissement, la phase suivante exige de concentrer les efforts sur le renforcement du portefeuille foncier de l'Agence, afin de lui permettre de répondre à la demande croissante en assiettes foncières, résultant de l'activité d'investissement en hausse des porteurs de projets. Ces derniers ont besoin de nouvelles assiettes foncières, dont il faut assurer la préparation et améliorer la qualité des données qui y sont associées, explique l'Agence dans un communiqué publié à l'issue de cette réunion. Concrètement, le nombre de projets d'investissement potentiellement créateurs de richesses à travers le territoire national est important, voire très important, avec plus de 21.157 dossiers d'investissement déposés au premier trimestre 2026. Cette forte demande en assiettes de foncier économique

pour les trois grandes niches d'investissement est palpable et réelle, avec un volume global d'investissement estimé par l'AAPI à plus de 9.000 milliards de DA, soit entre 61 et 67 milliards de dollars. Sur ce total, près de 1.364 projets nationaux et étrangers ont été concrétisés sur le terrain et sont donc déjà entrés en production. Ces projets représentent autant d'opportunités en matière de création de centaines de milliers d'emplois directs et indirects, avec des retombées immédiates en termes de croissance et de relance de l'activité économique nationale dans son ensemble. Dans le détail, cette opération exige la constitution d'une base de données numérisée, centralisée et transparente des terrains disponibles, avec pour objectif de contribuer à la réalisation du programme de 20.000 projets à l'horizon 2029. La présence des walis à cette réunion revêt, par ailleurs, une importance particulière, dans la mesure où elle permettra de cartographier de manière exhaustive l'ensemble des espaces économiques à travers les différentes wilayas, ainsi que d'assurer une meilleure gestion de l'attribution et du suivi du foncier par le biais de plateformes numériques transparentes, notamment sous l'égide de l'AAPI. Il s'agira également de raccorder les zones recensées aux réseaux de services de base, notamment l'électricité, le gaz, les routes et l'eau, avec une coordination étroite entre l'ensemble des secteurs concernés, les administrations locales, les services des domaines ainsi que les investisseurs publics et privés. À la fin de l'année 2024, et à l'issue d'une réunion avec le gouvernement consacrée au foncier industriel, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, avait donné des instructions fermes pour renforcer le portefeuille foncier de l'AAPI, afin de répondre aux nombreuses demandes exprimées par les investisseurs. ■

Éditorial l'EXPRESS

PRÊTS POUR LA RENTRÉE ?

PAR BOUALEM B.

À quelques jours de l'ouverture des classes et des amphithéâtres, l'État et les collectivités s'affairent pour assurer une rentrée dans de bonnes conditions. Lors de la réunion tenue hier par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, avec les walis, le transport et la restauration scolaires ont été placés au cœur des priorités. Il est ainsi exigé que ces deux services soient opérationnels dès la première semaine de la rentrée. L'attention que le président de la République porte à ces dispositifs témoigne de sa conviction que la régularité du transport et la qualité des repas constituent des conditions importantes pour la réussite scolaire. Sur le terrain, cela se traduit par une mobilisation des wilayas, des communes et des secteurs concernés pour anticiper les besoins, vérifier les moyens de transport, ajuster les trajets et s'assurer que les cuisines scolaires, les cantines et les circuits d'approvisionnement sont prêts à fonctionner sans accroc. Du côté de l'université, les enjeux sont d'une autre ampleur, mais la logique reste la même. Pour la rentrée 2026-2027, dix nouvelles résidences universitaires ajouteront 17 000 lits, portant la capacité nationale à plus de 630 000 places. Actuellement, plus de 440 000 étudiants sont logés dans 467 résidences. La réhabilitation du parc existant se poursuit, avec déjà plus de 2 000 pavillons rénovés et 1 200 autres prévus au cours des deux prochaines années. L'affectation prioritaire dans la résidence la plus proche de l'établissement d'inscription vise à la fois à améliorer le quotidien des étudiants et à rationaliser les moyens consacrés aux transports. La restauration universitaire a, elle aussi, connu une évolution notable. Grâce à des contrats pluriannuels à prix fixes conclus avec des entreprises publiques, la facture a baissé de 21 à 18 milliards de dinars en un an, alors que 50 000 étudiants supplémentaires sont accueillis. La réservation des repas via la plateforme Progres et le portefeuille électronique Wallet facilite l'accès tout en permettant un meilleur contrôle des flux. Le transport suit la même voie de modernisation. On compte plus de 6 300 bus, des applications de suivi GPS et de contrôle par code QR, sans oublier le recours au train, aux transports urbains et aux facilités offertes par Air Algérie aux étudiants du Sud. Le versement des bourses est désormais entièrement numérisé. Le « zéro papier » s'étend progressivement à l'hébergement, à la restauration et au transport, offrant aux étudiants la possibilité d'accéder à distance à la plupart des services. Et comme une résidence universitaire ne se résume pas à un lit et à un plateau-repas, des clubs scientifiques et culturels, des associations sportives et des actions de sensibilisation sont développés pour transformer ces lieux en véritables espaces de vie. C'est là que se joue une partie de la réussite, avec la possibilité de s'épanouir, de nouer des liens et de trouver un équilibre entre études et vie sociale. Des commissions de suivi ont été installées pour accompagner les préparatifs et renforcer la coordination entre les différents acteurs, afin que les engagements pris se traduisent par des actions concrètes sur le terrain. Les mesures annoncées hier et précédemment témoignent d'une volonté claire d'anticiper et de préparer les prochaines rentrées scolaire et universitaire dans de bonnes conditions.

DÉCARBONATION DU SECTEUR PÉTROLIER ET GAZIER

Sonatrach et Eni tracent les contours d'une nouvelle alliance

Sonatrach et le groupe italien Eni ont signé, hier, à Alger, un nouveau protocole d'intention consacré à la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans le secteur pétrolier et gazier en Algérie.

PAR MAHREZ Z.

L'accord vise à identifier et à promouvoir des opportunités et des initiatives concrètes afin d'accélérer la décarbonation du secteur et de réduire les émissions, notamment celles de méthane. Selon un communiqué de Sonatrach, ce nouveau protocole doit permettre aux deux partenaires de « poursuivre les travaux engagés depuis 2023 » et d'explorer de nouveaux domaines de coopération en matière de réduction des émissions. Il s'inscrit dans la continuité du mémorandum d'intention signé en 2023 entre Sonatrach et Eni, consacré notamment à la coopération technologique pour la réduction et la valorisation du torchage du gaz, ainsi qu'au développement de technologies permettant de réduire les émissions. Les travaux réalisés depuis la signature de ce premier accord ont permis, selon le communiqué, d'identifier « des opportunités d'intérêt mutuel » et de mettre en œuvre des actions concrètes. Un programme structuré d'activités conjointes a notamment été déployé, comprenant des analyses techniques, des initiatives de renforcement des capacités ainsi que des visites de terrain. Ces actions ont

porté sur plusieurs domaines, notamment la réduction des émissions fugitives et de celles liées à la mise à l'évent, l'amélioration de l'efficacité énergétique, la réduction du torchage ainsi que l'évaluation des possibilités de captage, d'utilisation et de stockage du carbone. La coopération entre les deux groupes a également permis de mener conjointement une campagne de détection et de réparation des fuites, ou Leak Detection and Repair (LDAR). Cette campagne a permis, selon Sonatrach, de « réduire considérablement les émissions fugitives ». Les campagnes de mesures LDAR sont désormais menées « de manière autonome et systématique » au niveau des groupements exploités conjointement par Sonatrach et Eni. Par ailleurs, une évaluation des émissions de référence a été réalisée sur six installations exploitées par les deux partenaires en Algérie, selon le communiqué. Le nouveau protocole doit ainsi prolonger les actions engagées depuis 2023 tout en ouvrant la voie à de nouvelles initiatives. Il prévoit notamment une coopération dans le domaine du captage naturel du CO₂ à travers le projet forestier. Sonatrach souligne que les actions déjà menées dans le cadre de cette coopération ont per-



mis de passer de l'identification des possibilités de réduction des émissions à la mise en œuvre de mesures concrètes sur le terrain. Le nouveau protocole vise désormais à élargir cette dynamique à de nouveaux domaines de décarbonation. Sonatrach et Eni avaient signé, en janvier 2023, deux accords stratégiques portant sur l'augmentation des approvision-

nements en gaz et la réduction des émissions. Ces accords avaient été signés à Alger, en présence du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, et de la présidente du Conseil des ministres italien, Giorgia Meloni. Le premier protocole d'intention stratégique visait à identifier les meilleures options pour accroître les exportations d'énergie de l'Algé-

rie vers l'Europe, afin de garantir la sécurité énergétique tout en soutenant une transition énergétique durable. Le deuxième protocole d'intention stratégique devait identifier les opportunités de réduction des émissions de gaz à effet de serre en Algérie et les meilleures technologies permettant de mettre en œuvre une telle réduction. ■

SOUDAN

L'Algérie aux commandes de la mission de paix de l'UA

Sous la présidence de l'Algérie, le CPS de l'UA mène une mission clé à Khartoum pour appuyer la paix et soutenir la souveraineté du Soudan. Le Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine (UA), sous la présidence de l'Algérie, a entamé, dimanche, une mission de terrain de deux jours, les 16 et 17 août, à Khartoum, en République du Soudan, dans le cadre du renforcement de l'engagement de l'UA dans les efforts visant à soutenir la paix, la sécurité et la stabilité au Soudan. Cette mission s'inscrit dans le cadre de l'engagement de l'UA à soutenir la République du Soudan et son peuple dans leurs efforts visant à mettre fin à la crise, à parvenir à une paix durable, à promouvoir la réconciliation nationale et à apporter un soutien humanitaire.

Consultations de haut niveau avec les dirigeants soudanais

Au cours de cette mission, les membres du CPS ont tenu des consultations de haut niveau avec les autorités soudanaises. Ils ont notamment rencontré le général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté de transition de la République du Soudan, qui a exposé la position des autorités soudanaises sur la crise que traverse le pays, tout en mettant en lumière le processus



de transition politique ainsi que la feuille de route adoptée par l'ONU et l'UA pour contribuer à sortir de cette situation. Il a également insisté sur le rôle actif que l'UA est appelée à jouer dans la conduite et la coordination des efforts visant à trouver une solution à la crise soudanaise et à soutenir un processus politique à même de parvenir à la paix et à la stabilité dans le pays. Les membres du Conseil ont également rencontré le Dr Kamel Al-Tayeb Idris, Premier ministre de la République du Soudan, qui a présenté à son tour la position officielle du gouvernement soudanais à l'égard de la crise que traverse le pays. Il a exprimé sa reconnaissance au CPS de l'UA et salué le rôle joué par l'Algérie dans le cadre de sa présidence du Conseil, ainsi que l'importance de cette mission pour soutenir les efforts visant à parve-

nir à un règlement pacifique et durable du conflit au Soudan. Dans son allocution prononcée à cette occasion, l'ambassadeur d'Algérie et son représentant permanent auprès de l'UA, Mohamed Khaled, en sa qualité de président du CPS et au nom de ses membres, a affirmé que cette mission traduisait la volonté du Conseil de soutenir le Soudan, d'œuvrer au rétablissement de la sécurité et de la stabilité et de préserver son unité et sa souveraineté nationales. L'ambassadeur a souligné l'attachement du Conseil aux principes fondamentaux de l'UA, au premier rang desquels figurent le respect de la souveraineté et de l'unité des États ainsi que le principe de non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Il a réitéré le rejet par l'UA de toute intervention étrangère susceptible d'attiser le conflit. Il s'est

également félicité de la reprise des activités du gouvernement à Khartoum ainsi que des préparatifs en cours pour la réouverture du bureau de l'UA dans la capitale soudanaise, une démarche de nature à renforcer la coordination, à unifier les efforts et à contribuer à la levée de la suspension de l'adhésion du Soudan à l'UA. Lors de la dernière étape de cette mission, le CPS de l'UA a tenu une session de consultation avec des représentants des partis politiques et des organisations de la société civile soudanaise. Cette démarche traduit la volonté de l'UA d'écouter directement les différentes composantes de la société soudanaise, de prendre connaissance de leurs visions et d'évaluer les développements que connaît le pays en cette phase délicate de son histoire. Cette mission de terrain a permis au CPS d'obtenir des informations directes et exhaustives sur les développements politiques, sécuritaires et humanitaires au Soudan. Les membres du Conseil ont ainsi pu écouter les autorités soudanaises, la société civile et des représentants des partis politiques, tout en évaluant les besoins et les défis sur le terrain. Ces échanges devraient contribuer à enrichir les efforts de l'UA visant à élaborer une approche africaine plus efficace et mieux coordonnée pour appuyer la paix au Soudan. ■

Il veut vider Gaza de ses habitants Un ministre sioniste dévoile un plan glaçant

Itamar Ben-Gvir, ministre israélien de la Sécurité nationale d'extrême droite, a dévoilé son plan radical pour vider Gaza de ses habitants, en « tuant chaque nuit 30 à 40 Gazaouis ». Cet extrémiste, qui siège au gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu, a fait ces déclarations dans un podcast animé par Rom Braslavski, un ancien prisonnier du Hamas qui avait été capturé lors de l'attaque du 7 octobre 2023. Alors qu'Israël est accusé de mener une guerre génocidaire à Gaza, où plus de 73.000 personnes ont péri sous ses bombardements depuis octobre 2023, Ben-Gvir veut encore tuer des Palestiniens, y compris ceux qui ne représentent aucun danger pour son pays. Les propos chocs de Ben-Gvir sur Gaza : « Ce ne sont même pas des êtres humains » « Je pense que nous devrions procéder à 30 à 40 assassinats ciblés par nuit. Pas seulement ceux qui représentent une menace immédiate. Il y a des gens là-bas qui ne méritent pas de vivre... Ce ne sont même pas des êtres humains », a-t-il déclaré. Ses propos ont été rapportés par plusieurs médias, dont Al Jazeera et le Financial Times. En plus de son plan visant à faire partir les Palestiniens de Gaza en les tuant, Ben-Gvir a plaidé pour l'installation de colonies dans l'enclave palestinienne, où plus de 1.200 personnes ont été tuées dans les bombardements israéliens depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu en octobre 2025. Pour lui, « tout Gaza », sans les Palestiniens, doit appartenir à Israël. Il a appelé les habitants de l'enclave palestinienne à émigrer. « J'estime que tout Gaza nous appartient », a-t-il déclaré.

TROUBLE DU SPECTRE DE L'AUTISME CHEZ LES ÉLÈVES

Le ministère de la Santé lance une campagne de dépistage

Le ministère de la Santé lance une campagne de dépistage précoce du trouble du spectre de l'autisme (TSA) chez les enfants scolarisés, afin d'assurer un diagnostic précoce et une orientation vers une prise en charge médicale, éducative et sociale adaptée dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire 2026. Le ministère a appelé à la mobilisation des Unités de Dépistage et de Suivi (UDS) ainsi que les pédopsychiatres de chaque wilaya afin d'assurer la réussite de cette opération.

PAR MERIEM K

En effet, la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé a adressé le 13 août dernier une correspondance aux directions de la Santé de la population (DSP) des wilayas dans laquelle, elle dévoile les modalités du dépistage du TSA en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Une opération à laquelle pourrait participer le mouvement associatif ainsi que le corps enseignants. Ces derniers avec les parents d'élèves peuvent en effet, orienter vers les Unités de dépistage et de suivi (UDS) les élèves présentant des troubles du comportement et/ou cognitifs pouvant évoquer un TSA. Les équipes médicales scolaires font un premier examen de l'enfant pour vérifier si les signes signalés nécessitent un bilan approfondi. Si l'évaluation confirme le besoin d'un avis spécialisé, l'UDS envoie l'enfant vers des pédopsychiatres relevant de sa wilaya. « Le personnel de l'UDS orientera à son tour les élèves dont les symptômes faisant suspecter un TSA, vers les consultations de pédopsychiatre de votre wilaya et, le cas échéant, vers un psychiatre pour avis ou vers un pédopsychiatre », ajoute la même source. Cependant, seul le pédopsychiatre a l'autorité médicale pour confirmer officiellement si l'enfant présente un TSA mais il conçoit avec les secteurs de l'Éducation et celui de la Solidarité nationale un plan de prise en charge individuel. « Le pédopsychiatre établira le diagnostic de TSA déterminera la prise



en charge médicale, scolaire et sociale au cas par cas; en collaboration avec les services de l'Éducation Nationale et de la Solidarité nationale», ajoute la même source. A cet effet, la Direction générale de la prévention et de la promotion de la santé a demandé des DSP de mobiliser les UDS ainsi que les pédopsychiatres de chacune des wilayas du territoire national afin d'assurer la réussite de cette opération. Elle a également appelé à la mobilisation des points de consultation de pédopsychiatrie des Etablissements

de Santé, notamment des Services de pédopsychiatrie des établissements hospitaliers spécialisés (EHS) et des consultations au niveau des Établissements Publics de Santé de Proximité (EPSP). Dans le cadre de ce dispositif, une session d'information consacrée au TSA est par ailleurs prévue le 2 septembre par visioconférence à partir du ministère de la Santé. Les directions de la santé ont été invitées à faciliter la participation des coordinateurs de santé scolaire, accompagnés du maximum de personnel disponible des UDS.

Pour rappel, cette démarche fait suite à la réunion du Premier ministre, Sifi Ghrieb, qui avait demandé mercredi dernier lors d'une réunion tenue par visioconférence, avec les walis, de lancer une vaste campagne nationale de dépistage précoce des TSA à travers l'ensemble des établissements éducatifs. Cette opération vise à identifier les cas nécessitant une prise en charge médicale et scolaire spécifique et à œuvrer à l'ouverture de nouvelles classes spécialisées couvrant l'ensemble des cycles scolaires. ■

ACCIDENT DE BUS À NAÂMA

Le ministre de la Santé au chevet des blessés

Chargé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, le ministre de la Santé, Mohamed Seddik Aït Messaoudene, s'est rendu à Aïn Sefra, dans la wilaya de Naâma, pour s'enquérir de l'état de santé des blessés et des conditions de leur prise en charge médicale, a indiqué hier un communiqué du ministère de la Santé. Ce grave accident de la circulation survenu la veille (dimanche) dans la commune d'Aïn Sefra, a fait six morts et 31 blessés. Quelques heures auparavant, un accident de la circulation impliquant un bus de transport de voyageurs a fait 17 blessés sur la route nationale n°47, dans la même commune. Ainsi, le ministre de la Santé s'est déplacé à l'établissement public hospitalier d'Aïn Sefra, qui a accueilli plusieurs blessés de l'accident. Il y a pris connaissance des conditions dans lesquelles ils sont pris en charge et s'est enquis de la disponibilité des équipes médicales et paramédicales mobilisées pour leur assurer les soins nécessaires, ajoute la même source. Le ministre a également écouté les explications fournies par les responsables et les équipes soignantes concernant l'état de santé des blessés, ainsi que les protocoles et mesures thérapeutiques mis en œuvre. L'objectif affiché est de

garantir une prise en charge médicale optimale et de réunir toutes les conditions nécessaires à l'amélioration de l'état des personnes hospitalisées. M. Ait Messaoudène a, à cette occasion, salué « les efforts considérables déployés par les services de la Protection civile, les équipes médicales et paramédicales ainsi que les différents corps intervenant dans les opérations de secours, d'évacuation et de prise en charge des victimes. » La mobilisation des différents intervenants a ainsi permis d'assurer l'évacuation des blessés vers les structures sanitaires et de leur prodiguer les premiers soins dans les meilleures conditions possibles. La visite du ministre traduit également la volonté des autorités sanitaires de suivre de près l'évolution de leur état et de veiller à la continuité des soins. Au terme de sa visite, « le ministre de la Santé a présenté ses sincères condoléances et exprimé sa profonde compassion aux familles des victimes ayant perdu la vie dans cet accident », ajoute la même source, formulant « des vœux de prompt rétablissement à l'ensemble des blessés », tout en réaffirmant « l'engagement des services de santé à leur assurer le meilleur accompagnement médical. » ■



4 morts et 262 blessés en 24 heures

Quatre personnes ont trouvé la mort et 262 autres ont été blessées dans des accidents de la route survenus ces dernières 24 heures à travers le territoire national, a indiqué hier un communiqué de la Protection civile. S'agissant du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 1214 interventions, ayant permis de sauver 929 personnes de la noyade, et prodiguer des soins de première urgence à 258 autres. Par ailleurs, l'intervention des secours de la Protection civile a permis

l'extinction de deux incendies urbains et divers à travers les wilayas de Mostaganem et Blida, sans enregistrer de pertes humaines, alors que le dispositif de lutte contre les incendies de forêt et de récolte a procédé à l'extinction de 27 incendies du couvert végétal, à travers plusieurs wilayas. D'autre part, les secours de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer les soins de première urgence à six personnes incommodées, suite à l'inhalation du monoxyde de carbone (CO) dans la wilaya d'Oran.

Salon International Maritime Expo La 2^e édition prévue le 14 septembre

La deuxième édition du Salon International Maritime Expo (IME) se tiendra du 14 au 16 septembre prochain au Palais des Expositions d'Alger, a annoncé hier, World Trade Center Algiers (WTCA), organisateur de l'événement. Le Salon réunira, trois jours durant, entreprises, opérateurs, institutions et professionnels intervenant notamment dans les équipements et solutions portuaires, la réparation et la maintenance navales, le transport maritime et les compagnies maritimes, la logistique, le transport intermodal et la supply chain, le transit et le commissionnement de transport, les banques, assurances et autres services connexes, précise dans un communiqué les organisateurs. En parallèle de l'exposition, IME 2026 proposera un programme de conférences et de rencontres professionnelles consacré aux principales transformations qui façonnent l'avenir du secteur maritime et de la logistique. Quatre grandes thématiques structureront le programme : « Construire les ports de demain: innovation et performance au service de la compétitivité », « Vers un transport maritime durable: transition énergétique, électrification, automatisation et ports intelligents », « Ports, Rails Routes renforcer l'intermodalité service d'une logistique multimodale performante » ainsi que « Financer l'avenir maritime quels mécanismes pour soutenir la modernisation et la croissance du secteur? ». Le Salon, réunissant les acteurs du secteur maritime, des ports et de la logistique, ambitionne de se positionner « comme une plateforme professionnelle de référence dédiée au transport maritime, aux ports, à la logistique et aux solutions technologiques et industrielles qui accompagnent leur développement », a souligné le WTCA.

LIGNE MINIÈRE- EST

Plus de 14.000 travailleurs mobilisés pour **accélérer** la réalisation

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a achevé hier une série de visites de terrain consacrées au suivi du projet stratégique de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa.



FATIHA A.

Long de 422 kilomètres, ce projet connaît une accélération notable de ses travaux, avec la mobilisation de plus de 14.000 travailleurs et 5.000 engins et équipements. Le projet de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba, dans la wilaya de Tébessa, poursuit sa progression à un rythme soutenu. Au terme de trois jours de visite de terrain, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a fait le point sur l'avancement des différents chantiers, marqués par la mobilisation de moyens humains et matériels considérables. Plus de 14.000 travailleurs et 5.000 engins et équipements sont mobilisés pour accélérer la réalisation de cette infrastructure ferroviaire stratégique, longue de 422 kilomètres. S'étendant sur 422 kilomètres, cette importante infrastructure traverse plusieurs wilayas de l'Est du pays, notamment Annaba, El Tarf, Guelma et Souk Ahras, avant d'atteindre la wilaya de Tébessa. Durant trois jours consécutifs, le ministre a inspecté l'état d'avancement des travaux au niveau de 41 stations et sites, depuis le point de départ du projet au niveau du port d'Annaba jusqu'aux différents tronçons en cours de réalisation dans la région de Tébessa. Cette tournée avait pour objectif de s'enquérir directement de la progression des travaux, d'identifier les éventuelles contraintes susceptibles de ralentir le chantier et de prendre les mesures nécessaires afin de maintenir la cadence actuelle de réalisation. Les visites ont notamment porté sur les différents ouvrages d'art prévus dans le cadre de ce projet d'envergure. La ligne compte pas moins de 60 ponts et 12 tunnels, auxquels s'ajoutent d'importants travaux de terrassement, de déblais et de remblais ainsi que

les opérations de fixation et de pose de la voie ferrée. Les volumes de déblais et de remblais déjà réalisés atteignent 27 millions de mètres cubes, ce qui traduit l'ampleur des travaux engagés sur les différents fronts du chantier. L'avancement des travaux est également soutenu par une mobilisation exceptionnelle de moyens humains et matériels. Plus de 14.000 travailleurs et au moins 5.000 engins et équipements sont actuellement mobilisés à travers les différents sites afin d'accroître la cadence de réalisation et de respecter les échéances fixées. Cette forte mobilisation s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République visant à accélérer la concrétisation de ce projet considéré comme stratégique pour le développement des infrastructures ferroviaires et minières du pays. En marge des visites de terrain, le ministre a présidé une réunion de coordination avec les représentants et responsables des entreprises chargées de la réalisation, ainsi qu'avec les bureaux d'études et de suivi et les laboratoires intervenant dans le projet. Cette rencontre a permis d'évaluer de manière détaillée la situation des différents chantiers et de mettre en évidence la bonne cadence enregistrée dans plusieurs tronçons. Des mesures et dispositions supplémentaires ont également été arrêtées afin d'accélérer davantage le rythme des travaux. Le ministre a insisté, dans ce contexte, sur l'importance d'anticiper les éventuelles difficultés pouvant surgir sur le terrain. L'objectif est de permettre une intervention rapide et de lever sans délai les obstacles susceptibles d'affecter le calendrier de réalisation. Un accent particulier a ainsi été mis sur le renforcement de la coordination entre les groupements d'entreprises chargés de la réalisation et les autorités locales des wilayas traversées par la ligne minière Est. Cette coordination doit permettre de faciliter les inter-

ventions, d'améliorer la complémentarité entre les différents acteurs et de préserver la dynamique actuelle du chantier. Les efforts déployés sur les différents fronts ont déjà permis d'achever 174 kilomètres de la future ligne minière. Il s'agit notamment du tronçon reliant Djebel El Onk à Oued Kebrit, sur une longueur de 151 kilomètres, ainsi que du raccordement de la ligne de Bled El Hadba à la ligne minière, sur une distance de 23 kilomètres. Ces avancées constituent une étape importante dans la réalisation de cette liaison ferroviaire appelée à jouer un rôle majeur dans le développement et l'exploitation du potentiel minier de l'Est du pays. La prochaine échéance importante concerne l'achèvement de 127 kilomètres supplémentaires à la fin du mois de septembre 2026. Cette échéance porte sur trois tronçons : Annaba-Bouchehouf, long de 54 kilomètres, Draâ Riche-Oued Kebrit, sur 30 kilomètres, et la ligne de contournement de la ville de Tébessa-Tenoukha, d'une longueur de 43 kilomètres. La réalisation de ces différents tronçons permettra de poursuivre progressivement la mise en service de cette infrastructure et de renforcer la continuité de la liaison ferroviaire entre les zones minières de Tébessa et les infrastructures portuaires d'Annaba. Pour le tronçon restant, reliant Aïn Senour à Draâ Riche sur 49 kilomètres, les travaux se poursuivent également avec pour objectif une réception dans les délais fixés. Au-delà de son importance en matière d'infrastructures de transport, la ligne minière Est constitue un maillon essentiel dans la stratégie de développement du secteur minier national. Elle doit notamment contribuer à assurer une liaison ferroviaire performante entre les zones d'exploitation minières de l'Est et le port d'Annaba, facilitant ainsi l'acheminement des produits miniers vers les infrastructures portuaires.

Médicaments anticancéreux et vaccins

Le groupe Sidal accélère ses projets

Le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Ouacim Kouidri, a présidé, dimanche à Alger, une réunion technique consacrée au suivi de l'état d'avancement des travaux de réalisation de nombre de projets stratégiques relevant du groupe Sidal, notamment les projets de production de médicaments anticancéreux et de vaccins, selon l'APS. Au cours de cette réunion, tenue au siège du ministère en présence de cadres du groupe Sidal et de représentants de sociétés étrangères, des exposés techniques ont été présentés sur l'avancement des travaux de réalisation des projets. Il s'agit du projet de production de médicaments anticancéreux dans la wilaya de Constantine et du projet de production de vaccins dans la wilaya d'Annaba, deux projets prioritaires visant à renforcer les capacités nationales en matière de production pharmaceutique. Lors de cette réunion, M. Kouidri a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme de réalisation de ces deux projets et de respecter les délais impartis pour leur entrée en exploitation avant la fin du quatrième trimestre de 2027. Le ministre a également souligné que la concrétisation de ces projets dans les délais impartis permettra de renforcer les capacités nationales de production de médicaments et de soutenir les efforts de réalisation de la souveraineté sanitaire, notamment en matière de produits pharmaceutiques d'importance stratégique.

R.E.

Commerce extérieur

L'Algérie et Oman examinent les perspectives de développement des échanges

Le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a reçu, dimanche à Alger, l'ambassadeur du Sultanat d'Oman, M. Saïf bin Nasser bin Rashid Al-Badai, accompagné du président du Conseil d'administration du groupe omanais Suhail Bahwan Holding, Saad Suhail Bahwan, pour examiner les perspectives de renforcement de la coopération bilatérale dans le domaine du commerce extérieur et du partenariat économique, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. La rencontre, qui s'est déroulée en présence de hauts cadres du ministère, a été l'occasion de discuter des moyens de développer les échanges commerciaux entre les deux pays et d'élargir les domaines de partenariat entre les opérateurs économiques algériens et omanais. A cette occasion, les deux parties ont souligné l'importance de poursuivre la concertation et la coordination et d'intensifier les rencontres entre les différents acteurs économiques, afin de porter la coopération et le partenariat bilatéraux à des niveaux supérieurs, reflétant la profondeur des relations fraternelles et historiques unissant l'Algérie et le Sultanat d'Oman.

R.E.

Le pétrole reste **prudent** face au manque de lisibilité sur l'offre

Les cours du pétrole hésitaient hier à cause de la complexité à évaluer les exportations provenant du Moyen-Orient selon les analystes, le marché réagissant par conséquent davantage aux derniers développements du conflit, selon le site icibeyrouth. Vers 09H15 GMT (11H15 à Paris), le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en octobre, pre-

nait 0,68% à 89,12 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en septembre, gagnait 0,12% à 82,50 dollars. La navigation dans le détroit d'Ormuz, artère cruciale pour les exportations d'hydrocarbures des pays du Golfe, reste au cœur des tensions entre les États-Unis et l'Iran. Le président américain affirme que les États-Unis ont le

contrôle de ce passage, ce que Téhéran dément. Selon les données des sites de suivi du trafic maritime, le flux «a encore diminué au cours du week-end», après des attaques attribuées à l'Iran contre plusieurs pétroliers de la compagnie publique émiratie Adnoc, souligne Arne Lohmann Rasmussen de Global Risk Management. Mais le décompte du trafic basé sur le système d'identi-

cation automatique des navires (l'AIS) est devenu moins fiable, «car un nombre croissant de navires traverse le détroit avec leurs transpondeurs AIS éteints», explique l'analyste. «Il y a donc un débat en cours pour savoir si le marché sous-estime le volume de pétrole qui quitte le Moyen-Orient», précise M. Rasmussen.

R.E.

INVESTISSEMENTS

L'AAPI fixe au 30 septembre le délai pour actualiser l'état d'avancement des projets

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) invite les porteurs de projets d'investissement enregistrés auprès de ses services à procéder au dépôt et à la mise à jour de l'état d'avancement de leurs projets au titre du premier semestre 2026.



FATIHA A.

Cette opération, qui s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des investissements, concerne l'ensemble des projets enregistrés auprès de l'Agence jusqu'au 30 juin 2026. Le délai de dépôt est fixé au 30 septembre 2026. «Dans le cadre du suivi périodique des projets d'investissement et conformément à la législation et à la réglementation en vigueur, notamment aux dispositions de la loi n° 22-18 relative à l'investissement et de ses textes d'application, l'Agence algérienne de promotion de l'investissement appelle les porteurs de projets concernés à actualiser la situation de leurs investissements», indique un communiqué de l'AAPI publié hier sur sa page officielle facebook. Cette démarche vise principalement à permettre à l'AAPI de disposer d'une situation actualisée, fiable et précise concernant l'état de réalisation des différents projets enregistrés. Elle doit également contribuer à identifier les éventuelles contraintes ou difficultés susceptibles d'entraver leur mise en œuvre, afin de renforcer les mécanismes de suivi et d'accompagnement des investisseurs.

L'opération concerne l'ensemble des porteurs de projets d'investissement enregistrés auprès de l'AAPI jusqu'au 30 juin 2026. Les investisseurs concernés sont appelés, à cet effet, à remplir le formulaire consacré à l'état d'avancement de leur projet au titre du premier semestre de l'année 2026, en se conformant au modèle prévu à cet effet. Par ailleurs, les porteurs de projets qui n'auraient pas encore procédé au dépôt de l'état d'avancement de leur projet au titre de l'année 2025 sont également tenus de régulariser leur situation. Ils doivent ainsi remplir et déposer le formulaire correspondant, conformément au modèle réglementaire en vigueur. Les formulaires doivent être accompagnés, lorsque cela est nécessaire, des informations et des documents requis permettant de renseigner de manière précise la situation du projet et son niveau de réalisation. L'AAPI précise que les états d'avancement doivent être déposés auprès du guichet unique où le projet d'investissement a été enregistré. Les porteurs de projets sont invités à prendre les dispositions nécessaires pour accomplir cette démarche dans les délais impartis et à ne

pas attendre l'approche de la date limite. Le dernier délai de dépôt est fixé au 30 septembre 2026. L'Agence appelle ainsi les investisseurs concernés à anticiper cette échéance afin d'éviter tout retard ou toute difficulté liée à la régularisation de leur dossier. L'AAPI rappelle, en outre, que le dépôt de l'état d'avancement du projet constitue une obligation réglementaire prévue par la législation et la réglementation régissant l'investissement. À ce titre, le non-respect de cette obligation à l'expiration du délai fixé peut exposer le porteur de projet aux mesures prévues par la réglementation en vigueur. Selon le texte, ces mesures peuvent aller, lorsque les conditions légales et réglementaires sont réunies, jusqu'à l'annulation de l'attestation d'enregistrement du projet d'investissement et au retrait des avantages accordés. À travers cette opération, l'AAPI entend ainsi consolider le suivi des projets d'investissement enregistrés, disposer d'une meilleure visibilité sur leur niveau de réalisation et identifier les obstacles éventuels afin de renforcer l'accompagnement des investisseurs et de favoriser la concrétisation effective des projets.

Or

Les cours poursuivent leur hausse, soutenus par le recul du dollar

Les prix de l'or ont progressé de près de 15 dollars au cours des échanges hier, lundi 17 août 2026, poursuivant leur hausse pour la deuxième séance consécutive, dans un contexte de recul de l'indice du dollar américain. Le métal précieux a bénéficié des récentes données économiques américaines décevantes, qui ont réduit les perspectives d'une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine à court terme, selon les données de la plateforme spécialisée Ettaqa. Les cours de l'or ont notamment été soutenus par une baisse inattendue de l'emploi dans le secteur non agricole aux États-Unis au mois de juillet dernier, suivie par des données d'inflation plus faibles. Ces indicateurs ont à leur tour réduit les anticipations d'un relèvement des taux d'intérêt dès le mois prochain. Les prix de l'or avaient déjà clôturé la séance du vendredi 14 août sur une hausse d'environ 17 dollars, leur permettant de récupérer une partie des pertes enregistrées lors de la séance précédente. Sur l'ensemble de la semaine, le métal jaune avait enregistré une progression de 0,8 %, soit un gain de 37,6 dollars. À 6h16 GMT (9h16, heure de La Mecque), les contrats à terme sur l'or pour livraison en décembre 2026 progressaient de 0,33 %, soit 14,8 dollars, pour atteindre 4.452,10 dollars l'once. Les cours de l'or au comptant ont également augmenté de 0,50 %, à 4.398,24 dollars l'once, selon les données suivies en temps réel par la plateforme spécialisée dans l'énergie, basée à Washington. Dans le même temps, les cours de l'argent au comptant ont progressé de 1,66 %, à 65,76 dollars l'once. Le platine au comptant a, pour sa part, augmenté de 0,55 %, à 1.758,85 dollars l'once, tandis que le palladium au comptant s'est apprécié de 1,18 %, à 1.333,66 dollars l'once. À l'inverse, l'indice du dollar, qui mesure la performance de la monnaie américaine face à six grandes devises, a reculé de 0,17 %, à 99,50 points. Tim Waterer, analyste en chef des marchés chez « KCM Trade », a déclaré que « l'or a saisi l'occasion et a démarré la semaine en force », soulignant que les faibles chiffres de l'inflation ont maintenu le dollar américain sous pression et offert au métal précieux une marge supplémentaire pour progresser vers le seuil de 4.400 dollars l'once. Il a ajouté qu'un maintien durable des cours au-dessus de 4.500 dollars l'once nécessiterait probablement « un nouvel affaiblissement du dollar ou un recul plus marqué des prix de l'énergie ». La baisse inattendue du nombre d'emplois non agricoles aux États-Unis en juillet dernier, conjuguée aux données faisant état d'une hausse limitée des prix à la consommation, a contribué à réduire les anticipations d'une hausse des taux d'intérêt par la Réserve fédérale américaine en septembre prochain. Dans ce contexte, l'outil « FedWatch » du Chicago Mercantile Exchange (CME) montre que les opérateurs évaluent désormais à 30 % la probabilité d'une hausse des taux en septembre, contre 47 % le mois précédent. Cette baisse des anticipations de resserrement monétaire traduit un changement dans les paris des marchés, alors que l'or continue de bénéficier de la faiblesse du dollar et des incertitudes entourant la trajectoire future de la politique monétaire américaine.

R.E.

HYDRAULIQUE

La station de dessalement d'Oran atteint sa pleine capacité de 300.000 m³ par jour

La station de dessalement d'eau de mer de Cap Blanc, dans la wilaya d'Oran, a atteint sa pleine capacité de production, estimée à 300.000 mètres cubes par jour, après l'achèvement des différentes étapes de montée en puissance progressive de la production, conformément aux normes et standards en vigueur, a annoncé hier la Société algérienne de dessalement de l'eau, filiale du groupe Sonatrach. Cette nouvelle étape vient conforter le rôle stratégique de cette infrastructure dans le renforcement de l'approvisionnement en eau potable dans la wilaya d'Oran et les régions avoisinantes. Mise en service dans le cadre du programme national de dessalement de l'eau de mer, la station contribue désormais pleinement à la mobilisation de nouvelles ressources hydriques destinées à répondre aux besoins croissants de la population, selon l'APS.

Selon la même source, la station a produit, depuis son entrée en exploitation, un volume de 92,345 millions de mètres cubes d'eau dessalée. Ce bilan témoigne de l'importance de cette infrastructure dans le soutien du système d'alimentation en eau potable et dans la consolidation de la sécurité hydrique à l'échelle locale. L'atteinte de la capacité nominale de 300.000 m³ par jour devrait ainsi permettre d'accroître sensiblement les volumes d'eau dessalée disponibles dans la wilaya d'Oran. Elle contribuera également à mieux répondre aux besoins des citoyens en eau potable, tout en favorisant une plus grande stabilité et régularité de l'approvisionnement en cette ressource essentielle. La station de Cap Blanc s'inscrit dans le cadre du premier programme national complémentaire de dessalement de l'eau de mer, dont les différents projets ont été achevés et livrés. Ce

programme constitue l'un des principaux leviers mobilisés par les pouvoirs publics pour renforcer la sécurité hydrique du pays, notamment à travers la diversification des sources d'approvisionnement en eau potable et la réduction de la pression exercée sur les ressources conventionnelles. Le recours accru au dessalement constitue, en effet, un axe majeur de la stratégie nationale visant à sécuriser durablement l'alimentation en eau potable. À travers la réalisation et la mise en service de nouvelles stations, les autorités cherchent à renforcer les capacités de production et à garantir un approvisionnement plus stable, particulièrement dans les régions à forte demande. Le projet de Cap Blanc illustre, à ce titre, l'importance accordée par l'État à la sécurisation des ressources en eau et à l'amélioration du ser-

vice public dans le domaine de l'alimentation en eau potable. La mise à pleine capacité de la station devrait avoir un impact positif sur la disponibilité de cette ressource dans la wilaya d'Oran et ses environs. La Société algérienne de dessalement de l'eau, filiale du groupe Sonatrach, a pour sa part réaffirmé sa détermination à poursuivre ses efforts dans le domaine du dessalement de l'eau de mer, en vue de contribuer au renforcement de la sécurité hydrique nationale et de garantir la durabilité de l'approvisionnement des citoyens en eau potable. Avec une capacité désormais portée à 300.000 m³ par jour, la station de Cap Blanc s'impose ainsi comme une infrastructure majeure du dispositif national de dessalement et un nouvel atout pour consolider la sécurité hydrique de la wilaya d'Oran.

R.E.

RISQUES D'INONDATION À MASCARA

Lancement d'une vaste campagne de prévention

Une vaste campagne de wilaya visant à prévenir les risques d'inondations provoqués par les orages a été lancée dimanche à Mascara, en prévision de la saison d'automne.



Organisée par l'Unité de wilaya de l'Office national de l'assainissement et supervisée par le wali Fouad Aïssi, cette campagne, comprend dans sa première phase la prise en charge de 11 points noirs au niveau de la ville de Mascara, où a eu lieu le lancement sur le chemin menant au village de « Soltana » dans la commune chef-lieu de wilaya, selon les explications fournies par les responsables de l'unité. La campagne, qui se poursuivra pendant deux mois, comprend le nettoyage et la purification des drains et des canaux de drainage pluviaux, en plus du réseau de tunnels de détection et de nombreux points noirs déjà comptés par l'unité de l'office national de l'assainissement. L'initiative comprend également le nettoyage des bords des vallées, ainsi que l'épuration des grands

complexes pour la désinfection, sachant que ces opérations s'étendront aux 47 communes de la wilaya, selon la même source. Dans le cadre de cette même opération, des sorties quotidiennes sur le terrain seront organisées par le personnel de l'unité, afin d'assurer un suivi constant de l'état des réseaux d'assainissement, des drains et des canaux de drainage pluvial dans les différentes cités d'habitat de la wilaya. Pour sa part, le wali a souligné, dans une déclaration à la presse en marge de la cérémonie de lancement, que cette dernière mesure s'inscrit dans le cadre des préparatifs pour accueillir la saison d'automne, afin d'éviter les inondations et les crues pouvant résulter des orages, notant qu'une campagne similaire organisée l'année dernière, a permis d'éviter tout risque d'inondation dans les villes de la wilaya. L'unité de wilaya de l'Office national de

l'assainissement a mobilisé des ressources matérielles et humaines importantes pour faire de cette campagne de prévention un succès, à savoir 80 aides d'intervention et 13 véhicules de différentes tailles, dont sept gros camions, selon la même unité. Parallèlement à cette initiative, l'unité a lancé une campagne intensive de sensibilisation de proximité via la station régionale de radio de Mascara, en plus d'organiser des réunions de sensibilisation, au cours desquelles les citoyens sont encouragés à maintenir la propreté des canalisations et des canaux de drainage pluviaux. Cette campagne s'inscrit dans le cadre du programme préventif prévu par les autorités de wilaya, visant à éliminer les points noirs, afin d'assurer une bonne préparation à la saison des pluies et de protéger les villes des dangers des orages et des inondations, indique-t-on.

CONSTANTINE

Réhabilitation prochaine de 3 polycliniques

Une opération de réhabilitation de trois polycliniques, situées dans la wilaya de Constantine sera « prochainement » lancée, dans le cadre des efforts visant à améliorer les conditions d'accueil et de prise en charge des malades au niveau des structures de santé de proximité, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya. L'opération concerne les polycliniques de la com-

mune de Beni Hmidène, de la localité Hricha Amar (commune d'Ain Smara) et de la cité Boudraa Salah au chef-lieu de wilaya qui bénéficieront de travaux de réhabilitation destinés à améliorer leur état général et à renforcer la qualité des prestations de santé dispensées aux populations, selon les précisions fournies par la cellule de communication de la wilaya. L'opération s'inscrit dans la dynamique de modernisation et de

mise à niveau des infrastructures sanitaires de la wilaya, en vue d'offrir de meilleures conditions de travail aux personnels de santé et un environnement plus adapté aux patients, a ajouté la même source. La réhabilitation de ces établissements devrait ainsi contribuer à améliorer le fonctionnement des structures de santé de proximité et à répondre davantage aux besoins des populations locales en matière de soins, a-t-on estimé.

BÉJAIA

20 nouveaux établissements pour la rentrée scolaire

Vingt nouveaux établissements scolaires pour les trois paliers d'enseignement seront reçus à l'occasion de la rentrée scolaire 2026/2027 dans la wilaya de Béjaïa, a-on informé, dimanche, auprès de la direction de l'éducation nationale. Les services de la direction de l'éducation ont indiqué lors de la 2e session ordinaire de l'Assemblée populaire de wilaya (APW) que le secteur sera renforcé à l'occasion de la prochaine rentrée scolaire par 12 groupes scolaires, 4 Collèges d'enseignement moyen (CEM) et 4 lycées, offrant au total 12.840 nouvelles places pédagogiques. Plusieurs autres structures, à savoir 12 cantines scolaires, 7 salles de sport et une unité de dépistage (UDS), seront également réceptionnées à l'occasion de la rentrée scolaire, ont souligné les mêmes services.

Au titre de l'année scolaire 2026/2027, la wilaya compte 254.497 élèves, dont 123.435 dans le cycle primaire, 89.217 dans le cycle moyen et 41.845 dans le secondaire, soit une augmentation de 4.285 élèves par rapport à l'année précédente, at-on souligné.

Les mêmes services ont ajouté que l'allocation spéciale de scolarité a été intégralement versée à 36.582 bénéficiaires et que 48.804 manuels scolaires ont été distribués gratuitement aux élèves des trois paliers d'enseignement.

S'agissant du transport scolaire, la direction de l'éducation a fait savoir que la wilaya dispose de 1.170 bus pour transporter 49.721 élèves à travers l'ensemble des communes. Concernant l'acquisition d'équipements pour les établissements scolaires, notamment de tables, chaises, tableaux et bureaux, une enveloppe de 300 millions DA a été prévue à cet effet, indique la même source. Le secteur de l'éducation à Béjaïa dispose de 589 écoles primaires, 166 CEM, 67 lycées et 545 cantines scolaires, ainsi que 38 salles de sport et 12 UDS, selon les mêmes services.

Plus d'une trentaine d'établissements scolaires, une soixantaine de salles de classe et d'autres structures, inscrites au titre de différents programmes, sont actuellement en cours de réalisation à travers la wilaya, at-on souligné de la même source.

AUTONOMISATION NUMÉRIQUE DES CITOYENS

200 jeunes bénéficient d'une formation à Saïda

Deux cents jeunes, hommes et femmes, de la wilaya de Saïda ont contracté, dimanche, une session de formation pré-sentielle gratuite, dans le cadre du programme « 77.7 » visant à renforcer l'inclusion et l'autonomisation numérique des citoyens, lancé par Algérie Télécom.

La session, organisée par Algérie Télécom au Centre de développement des compétences de la ville de Saïda, a été supervisée par le conseiller du directeur général d'Algérie Télécom, Yassine Chikhar. Dans ce cadre, M. Chikhar a indiqué à l'APS que le programme « 77.7 », qui cible les personnes âgées de 7 à 77 ans, vise à accompa-

gner les citoyens dans leur transition numérique, en les familiarisant avec les différentes technologies et outils numériques, notamment l'intelligence artificielle, la cybersécurité et la protection des données personnelles, afin de leur permettre de tirer parti des technologies avancées de manière sûre et efficace. Il a souligné que l'affluence enregistrée aux sessions de formation organisées dans les Centres de développement des compétences des wilayas d'Annaba, de Sétif et de Saïda traduit l'intérêt croissant pour le développement des compétences numériques, ajoutant qu'Algérie Télécom œuvre, à travers cette initiative, à élargir l'accès aux formations et

à renforcer l'inclusion numérique à travers les différentes wilayas du pays.

M. Chikhar a précisé que la session de formation, encadrée par des enseignants spécialisés dans le domaine du numérique au Centre de développement des compétences de Saïda, a porté sur diverses thématiques, notamment la découverte de l'intelligence artificielle et de ses usages, la cybersécurité, la protection des données personnelles, ainsi que la découverte des différents outils et compétences numériques modernes. Il a également indiqué que le programme « 77.7 » s'adresse à différentes catégories d'âge afin de les aider à acquérir les connaissances et compé-

tences fondamentales nécessaires pour évoluer dans l'environnement numérique, à mieux prendre conscience des opportunités offertes par les technologies modernes, tout en les sensibilisant aux risques et aux moyens de prévention.

M. Chikhar a ajouté que, depuis le lancement du programme en juillet dernier, celui-ci a entraîné un large engouement auprès des citoyens. Le nombre d'inscrits sur la plateforme numérique a dépassé 150.000 personnes à travers les différentes wilayas du pays, tandis que 1.166 participants ont enregistré de 40 sessions de formation en ligne à ce jour.

AVC SILENCIEUX

Quels signes doivent **alerter** ?

Souvent découvert par hasard à l'IRM, l'AVC silencieux peut pourtant laisser des traces sur la mémoire, l'équilibre ou la mobilité et augmenter le risque d'un futur AVC. Les experts expliquent quels signes doivent attirer l'attention.



PAR AMEL B

Un trouble de l'équilibre, quelques oublis inhabituels ou une marche devenue moins sûre. Avec l'âge, ces changements sont parfois mis sur le compte du vieillissement. Pourtant, dans certains cas, ils peuvent être liés à des lésions cérébrales passées inaperçues. C'est tout le paradoxe des « AVC silencieux » : ils peuvent endommager le cerveau sans provoquer les signes spectaculaires habituellement associés à un accident vasculaire cérébral. Ces infarctus cérébraux silencieux sont souvent découverts par hasard, à l'occasion d'une IRM ou d'un scanner réalisé pour une autre raison. Selon l'American Heart Association et l'American Stroke Association, environ 25 % des personnes de plus de 80 ans présentent au moins un infarctus cérébral silencieux. Les experts soulignent que ces lésions sont associées à un risque accru d'AVC ultérieur et de troubles cognitifs. Le phénomène est loin d'être anodin. Dans un AVC ischémique classique, un vaisseau sanguin est obstrué et une partie du cerveau n'est plus suffisamment irriguée. Dans un infarctus silencieux, la lésion peut être plus petite ou située dans une région dont l'atteinte ne provoque pas immédiatement de paralysie, de trouble de la parole ou de perte de vision. L'absence de symptôme brutal ne signifie donc pas que le cerveau n'a subi aucun dommage.

L'hypertension artérielle figure parmi les principaux facteurs de risque. Le diabète, un taux élevé

de cholestérol, le tabagisme, le manque d'activité physique et certaines maladies cardiaques, notamment la fibrillation auriculaire, peuvent également favoriser les atteintes vasculaires cérébrales. L'American Heart Association recommande, lorsqu'une maladie cérébrovasculaire silencieuse est découverte, de rechercher et de prendre en charge ces facteurs de risque. L'imagerie joue un rôle essentiel dans leur détection. L'IRM cérébrale est plus sensible que le scanner pour repérer ces petites lésions. Mais les experts ne recommandent pas de réaliser systématiquement une IRM chez toutes les personnes âgées qui ne présentent aucun symptôme. La découverte d'une lésion doit plutôt conduire à une évaluation médicale personnalisée et à une prise en charge des facteurs de risque cardiovasculaire.

Les changements à surveiller

Certains changements discrets peuvent néanmoins attirer l'attention : des difficultés nouvelles pour marcher, des troubles de l'équilibre, une baisse inhabituelle des capacités cognitives ou des problèmes de mémoire. Ces signes ne suffisent évidemment pas à diagnostiquer un AVC silencieux et peuvent avoir de nombreuses autres causes. Mais lorsqu'ils apparaissent ou s'aggravent, ils méritent d'être signalés à un médecin plutôt que systématiquement attribués à l'âge.

À l'inverse, lorsqu'un symptôme neurologique apparaît brutalement, il ne faut pas attendre. Une

faiblesse ou un engourdissement d'un côté du corps, une bouche qui se déforme, un trouble soudain de la parole, une perte de vision ou un problème brutal d'équilibre peuvent être les signes d'un AVC. Il s'agit alors d'une urgence médicale. L'Organisation mondiale de la santé rappelle que l'AVC nécessite une prise en charge immédiate. La prévention reste donc essentielle. Pour l'OMS, l'hypertension est le principal facteur de risque modifiable de l'AVC. Contrôler sa tension, ne pas fumer, adopter une alimentation équilibrée, réduire le sel, maintenir une activité physique régulière et prendre correctement les traitements prescrits permettent de réduire le risque. L'OMS recommande notamment au moins 150 minutes d'activité physique d'intensité modérée par semaine chez l'adulte. Le sel mérite une attention particulière : l'OMS recommande aux adultes de consommer moins de 2 000 mg de sodium par jour, soit moins de 5 grammes de sel. Une alimentation trop riche en sodium favorise l'hypertension, elle-même fortement liée au risque d'AVC. Ainsi, derrière le terme « AVC silencieux » se cache surtout un signal d'alerte sur la santé des vaisseaux sanguins. Une lésion découverte fortuitement ne signifie pas qu'un AVC majeur est imminent, mais elle constitue une occasion de rechercher les facteurs de risque et de les corriger. Le meilleur moyen de se protéger reste donc moins de chercher un éventuel caillot à tout prix que de contrôler durablement sa tension, son mode de vie et sa santé cardiovasculaire.

A.B

Tissemsilt

Formation de plus d'une centaine de secouristes volontaires

Le Croissant Rouge algérien (CRA) de la wilaya de Tissemsilt a formé 108 secouristes volontaires, dans le cadre d'un programme national lancé par cette organisation, a-t-on appris, dimanche, auprès du président du bureau de wilaya, Djemal Yechkour.

M. Yechkour a indiqué que le Croissant Rouge algérien a assuré, gratuitement, la formation de 108 secouristes, hommes et femmes, dans le domaine des premiers secours, depuis le lancement des sessions de formation dans la wilaya en juin dernier. Chaque session de formation s'étale sur trois jours, durant lesquels les participants bénéficient d'une formation théorique et pratique portant notamment sur les gestes de premiers secours et les gestes qui sauvent, avant la remise de certificats aux participants à l'issue de la formation. Le même responsable a ajouté que ces sessions, encadrées par des médecins généralistes et organisées au niveau de l'Office de l'établissement de jeunesse de la commune du chef-lieu de wilaya, visent à former un grand nombre de citoyens aux premiers secours, à diffuser une culture préventive au sein de la population et à leur permettre d'acquérir les compétences essentielles pour intervenir en cas d'urgence. Cette initiative, qui se poursuivra jusqu'à la fin du mois en cours, a suscité un vif intérêt auprès des citoyens de la wilaya, notamment parmi les jeunes, a indiqué la même source.

TÉBESSA

Une vingtaine de rencontres pour promouvoir **l'entrepreneuriat**

La wilaya de Tébéssa a connu l'organisation depuis le mois de juin passé de 22 rencontres de proximité de sensibilisation à l'entrepreneuriat dans le cadre du programme «1.800 minutes Tamkeen» lancé par l'antenne locale de l'Agence nationale de gestion du microcrédit (ANGEM), a indiqué dimanche son directeur, Ismaïl Maâche.

Le même responsable a précisé à l'APS en marge d'une rencontre de sensibilisation, tenue au siège de la Chambre de l'artisanat et

des métiers (CAM), que «depuis le lancement du programme le 21 juin passé, 22 rencontres de proximité de sensibilisation ont été organisées pour encourager l'entrepreneuriat et assister au développement et à la gestion de micro-projets, touchant plus de 600 personnes». M. Maâche a ajouté que ces rencontres ciblent les jeunes, les femmes au foyer, les diplômés des universités et des établissements de formation professionnelle et les artisans, soulignant que les caravanes ainsi organisées ont touché la plupart des communes de la wilaya

pour expliquer les dispositifs d'appui, les programmes de formation offerts et les diverses formes d'assistance à l'entrepreneuriat. Ces caravanes ont suscité l'intérêt des citoyens souhaitant concrétiser leurs projets ou développer leurs micro-entreprises, a relevé le même responsable ajoutant que la programme se poursuit pour élargir les opportunités d'investissement dans les micro-projets. Avec la poursuite de ces actions de proximité, Tébéssa entend faire de l'entrepreneuriat un véritable levier d'insertion et de développe-

ment local, en transformant les idées et les compétences des citoyens en projets durables, créateurs de revenus et d'emplois. Au-delà de la sensibilisation, ces rencontres visent à rapprocher davantage les dispositifs d'accompagnement des porteurs de projets et à lever les obstacles qui peuvent freiner le passage de l'idée à la réalisation. L'objectif est de donner aux jeunes, aux femmes et aux artisans les moyens de transformer leurs compétences et leurs initiatives en activités pérennes.

ETATS-UNIS

La tempête «Lala» provoque d'importantes coupures d'électricité à Hawaï

Le passage de la tempête «Lala» a provoqué d'importantes coupures d'électricité à Hawaï, où des pluies torrentielles et des vents violents se sont abattus sur cet archipel américain du Pacifique. Selon le site spécialisé poweroutage, plus de 220.000 foyers et commerces étaient sans électricité dimanche soir et les autorités ont mis en garde contre le risque d'inondations. Classée auparavant comme ouragan de catégorie 1 (la plus basse sur l'échelle Saffir-Simpson), «Lala» a été rétrogradé en tempête tropicale dimanche par le Centre national des ouragans (NHC). Il est rare que les ouragans atteignent Hawaï. Au cours de l'histoire moderne, deux ouragans ont touché ce territoire américain du Pacifique: Dot en 1959 et Iniki en 1992. Ce dernier avait fait six morts et des dégâts représentant des milliards de dollars. Face à la menace, le gouverneur Josh Green avait proclamé jeudi l'état d'urgence, une mesure administrative facilitant la préparation des secours et des mesures à déclencher en cas de destructions.

SLOVAQUIE

Un incendie de forêt ravage le nord-ouest du pays

Un incendie de forêt s'est déclaré dans le massif des Roches de Sulov, dans le nord-ouest de la Slovaquie, où les pompiers poursuivaient les efforts pour venir à bout des flammes, a rapporté l'Agence de presse de la République slovaque (TASR). Samedi, 31 membres des sapeurs-pompiers slovaques (HaZZ), et 47 pompiers volontaires ont été déployés pour contenir l'incendie. «Ils utilisent un système de bassins qui permet de garantir un approvisionnement suffisant et un transport efficace de l'eau, ce qui est indispensable face à des incendies de grande envergure sur des terrain difficile d'accès», a affirmé, Zuzana Gegussova, porte-parole du HaZZ. Des moyens aériens continuent également à être déployés pour combattre l'incendie. Dimanche, un hélicoptère Black Hawk UH-60A de la compagnie Heli et un hélicoptère Black Hawk UH-60M de l'armée de l'air slovaque ont mené des opérations aériennes de lutte contre les flammes. Le feu de forêt s'est déclaré vendredi après-midi. Les efforts de lutte contre l'incendie ont été considérablement entravés par un terrain extrêmement difficile d'accès.

INCENDIE EN BELGIQUE

Une ville allemande frontale partiellement évacuée

Les autorités de la ville allemande de Monschau, frontalière de la Belgique, ont ordonné dimanche soir l'évacuation immédiate d'un quartier en raison d'un incendie qui ravage une forêt belge menace les régions avoisinantes. Des habitants ont reçu des notifications d'alerte, indiquant qu'un centre d'accueil temporaire a été mis en place dans une école. Pour la mairie, il s'agit d'une mesure visant à protéger la population. Plus tôt dans l'après-midi, Monschau avait déjà recommandé de quitter les lieux, lorsque le front de flamme se situait à 1,5 kilomètre de la frontière allemande et à 1,8 kilomètre de la zone habitée la plus proche. L'incendie en cours en Belgique a ravagé près de 3.000 hectares dans une réserve boisée difficile d'accès et est l'un des pires de l'histoire du pays.

4 945 CAS CONFIRMÉS, 2 325 DÉCÈS EN RDC

L'épidémie d'Ebola devient la plus meurtrière de l'histoire du pays

L'épidémie d'Ebola qui sévit en République démocratique du Congo (RDC) vient de franchir un seuil historique. Selon le dernier bilan communiqué lundi 17 août par les autorités congolaises, 4 945 cas ont été confirmés et 2 325 décès enregistrés, dépassant ainsi le bilan de la précédente flambée de 2018-2020.

Déclarée en mai 2026, cette épidémie est provoquée par le virus Ebola de l'espèce Bundibugyo, pour laquelle il n'existe actuellement ni vaccin homologué ni traitement spécifique. L'OMS indique toutefois que des candidats vaccins et traitements sont en cours d'évaluation. Partie de la province de l'Ituri, qui reste l'épicentre de la transmission, l'épidémie s'est désormais étendue à six provinces : Ituri, Nord-Kivu, Sud-Kivu, Haut-Uélé, Tshopo et Bas-Uélé. Cette progression est particulièrement préoccupante dans un pays marqué par d'importants déplacements de population, des difficultés d'accès à certaines zones et une situation sécuritaire complexe. L'OMS avait déjà classé en juillet le risque pour la RDC comme très élevé. Le dernier bilan national fait également état de 730 personnes actuellement isolées ou hospitalisées et de 1 040 guérisons depuis le début de l'épidémie. Le suivi des contacts atteint 85,3 %, dépassant le seuil opérationnel fixé pour la riposte. Les autorités poursuivent parallèlement la surveillance, le dépistage, l'isolement des cas et la mobilisation des communautés. Cette flambée se distingue par sa rapidité. Le précédent épisode majeur, entre 2018 et 2020, avait fait 2 299 morts parmi 3 381 cas confirmés. La crise actuelle a dépassé ce bilan en seulement quelques mois. L'OMS souligne que l'extension géographique et les mouvements de population compliquent fortement l'interruption des chaînes de transmission.

Avec 4 945 cas confirmés et 2 325 décès, la RDC fait face à l'épidémie d'Ebola la plus meurtrière de son histoire. L'ONU appelle à renforcer d'urgence la mobilisation internationale face à une flambée qui s'étend désormais à six provinces.



Face à cette situation, l'organisation internationale et les autorités congolaises renforcent les capacités de diagnostic et de prise en charge. En juillet, l'OMS avait notamment ajouté à sa liste d'utilisation d'urgence un premier test diagnostique spécifique destiné au virus Bundibugyo, afin d'accélérer l'identification des infections.

Le virus Ebola provoque la mort d'une personne toutes les trente minutes en RDC, a indiqué le Secrétaire général adjoint de l'ONU aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Tom Fletcher, appelant la communauté internationale à intensifier ses efforts pour lutter contre l'épidémie.

L'ONU avait auparavant averti que cette épidémie risquait de devenir la plus meurtrière de l'histoire de la maladie.

Le Fonds central d'intervention d'urgence de l'ONU avait annoncé l'octroi de 30,5 millions de dollars supplémentaires, venant s'ajouter aux 24 millions de dollars déjà alloués pour aider la RDC et quatre autres pays à faire face à l'épidémie, notamment après la détection de cas dans six provinces congolaises, en Ouganda ainsi que près de la frontière avec le Soudan du Sud. Le virus Ebola a causé la mort de plus de 15.000 personnes en Afrique au cours des cinquante dernières années.

SOUDAN

L'ONU veut maintenir l'aide via le poste-frontière d'Adré

Le secrétaire général adjoint des Nations unies aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, Tom Fletcher, s'est dit disposé à coopérer avec le gouvernement soudanais afin de garantir la continuité du fonctionnement du poste-frontière d'Adré et l'acheminement de l'aide humanitaire à travers ce point de passage. Cette déclaration a été faite lors d'un entretien téléphonique que M. Fletcher a eu avec le ministre soudanais des Affaires étrangères, Mohieddine Salem, au cours duquel il a exprimé sa reconnaissance au gouvernement soudanais pour sa compréhension de l'ur-

gence de la situation humanitaire dans certaines régions du Soudan et pour le maintien de l'ouverture du poste d'Adré à l'acheminement de l'aide humanitaire. M. Fletcher a indiqué que la coopération entre les autorités compétentes du gouvernement soudanais et la Coordonnatrice résidente des Nations unies pour les affaires humanitaires et le développement au Soudan, Denise Brown, «progresses très bien, avec un niveau élevé de coordination et sans obstacles notables». De son côté, le ministre soudanais des Affaires étrangères a réaffirmé «la disponibilité du gouvernement à poursuivre la coopération et

la coordination avec les agences des Nations unies opérationnelles au Soudan», soulignant que le gouvernement «est conscient de l'importance du poste-frontière d'Adré pour l'acheminement de l'aide humanitaire aux personnes dans le besoin, ce qui nécessite davantage de coordination et de travail avec l'ONU et ses agences compétentes». Les deux parties sont convenues de poursuivre leur coordination et de tenir une réunion à New York, en présence des représentants compétents du gouvernement soudanais, en marge de la prochaine session de l'Assemblée générale des Nations unies.

PHILIPPINES

23 morts et des milliers de déplacés suite à la mousson et aux cyclones

Au moins 23 personnes sont mortes et des milliers ont été déplacées à travers les Philippines en raison des fortes pluies provoquées par la mousson du sud-ouest renforcée et les cyclones tropicaux Luis et Maymay, qui ont déclenché des inondations et des glissements de terrain, a déclaré le Conseil national de réduction et de gestion des risques de catastrophes (NDRRMC) dans son dernier rapport lundi. De graves inondations et glissements de terrain ont touché plusieurs régions, notamment Luzon et certaines parties des Visayas, obligeant des familles à évacuer vers des abris temporaires alors que les rivières débordaient et que les routes devenaient impraticables. Selon le NDRRMC, les autorités locales ont mené des opérations de sauvetage, de secours et d'évacuation en coordination avec les agences nationales et les collectivités locales. Le rapport indique que des routes, des ponts et des zones agricoles ont été endommagés dans plusieurs provinces, perturbant les transports et les moyens de subsistance. Des coupures d'électricité et des problèmes d'approvisionnement en eau ont également été signalés dans les communautés touchées par les inondations. L'agence a averti que des pluies intermittentes pourraient persister dans les prochains jours et a exhorté les résidents des zones basses et sujettes aux glissements de terrain à rester vigilants et à suivre les consignes d'évacuation. Les opérations de secours gouvernementales se poursuivent tandis que les autorités s'efforcent de rétablir l'accès aux communautés touchées et de fournir une assistance aux familles déplacées.

FRANCE

Titraoui s'offre un premier sacre express avec Lens

Arrivé tout récemment dans le Pas-de-Calais, le milieu international algérien Yacine Titraoui a vécu un début de rêve avec sa nouvelle formation. Titularisé d'emblée pour le Trophée des Champions face au Paris Saint-Germain, l'ancien joueur de Charleroi a non seulement découvert le terrain, mais il a également soulevé son premier trophée sous les couleurs sang et or (victoire 1-0). Une intégration immédiate qui valide déjà la pertinence de son choix de carrière.

Recruté cet été pour une somme proche des huit millions d'euros, Titraoui n'a pas tardé à justifier l'investissement consenti par le RC Lens. Alors qu'il figurait sur les tablettes de l'Olympiakos, le natif de M'sila a opté pour la Ligue 1, convaincu par le projet lensois. Ce pari, jugé plus ambitieux et plus exposé médiatiquement, commence d'ores et déjà à porter ses fruits. Pour ses grands débuts officiels, Yacine Titraoui a bénéficié de la pleine confiance de son staff technique. Aligné d'entrée au milieu de terrain, il a tenu sa place pendant 81 minutes face au PSG, un adversaire de calibre international. Malgré l'intensité du choc, l'Algérien a rapidement trouvé ses marques. Il a séduit par sa capacité à proposer des solutions, la précision de ses passes et une volonté constante de se projeter. Malgré une approximation technique en première période qui aurait pu coûter cher, son bilan global reste largement positif, témoignant d'une belle force de caractère.

Une rampe de lancement pour le haut niveau

De son côté, le RC Lens a signé une performance de haute volée. Après l'ouverture du score signée Florian Thauvin à la 32e minute, les Lensois ont dû faire preuve d'un immense courage suite à l'expulsion de Kylian Antonio à la 39e minute. Réduits à dix, les Sang et Or ont su verrouiller le score jusqu'au terme de la rencontre pour s'adjuger le titre.

Bien plus qu'un simple trophée d'entrée, ce transfert marque un tournant majeur dans la progression de Titraoui.

Formé au Paradou AC avant de s'aguerrir au Sporting de Charleroi en Belgique, l'international algérien change de dimension en rejoignant une écurie aux aspirations européennes.

Son refus de rejoindre la Grèce au profit de la France était guidé par une soif de compétitivité. En intégrant la Ligue 1, il s'offre une exposition régulière face à ce qui se fait de mieux en Europe.

Mais le véritable défi arrive : grâce à sa place de dauphin la saison passée, le RC Lens est qualifié pour la Ligue des Champions. Une scène idéale pour Titraoui, qui pourra ainsi se mesurer au gratin du football européen et franchir, étape par étape, les paliers de sa jeune carrière.

H.M.



ALLEMAGNE

Dortmund ne brade pas Bensebaini

Le mercato estival pourrait encore réserver quelques surprises concernant Ramy Bensebaini. Alors que l'international algérien se prépare normalement avec le Borussia Dortmund pour la nouvelle saison, son nom circule de nouveau parmi plusieurs clubs européens. Galatasaray et Naples seraient notamment intéressés par le profil du défenseur algérien.

D'après les informations rapportées par le journaliste Ekrem Konur, les deux formations souhaitent profiter de la situation contractuelle de Bensebaini, dont le bail avec le club allemand arrive à son terme en juin 2027.

Une situation qui pourrait en théorie faciliter son départ, mais Dortmund ne semble pas disposé à le laisser partir gratuitement.

Le BVB aurait en effet fixé une condition claire : Bensebaini restera au club jusqu'à l'expiration de son contrat, sauf si une offre

financière jugée satisfaisante arrive sur la table durant ce mercato. Autrement dit, Dortmund souhaite soit conserver son défenseur pour la saison à venir, soit récupérer une indemnité de transfert avant de lui ouvrir la porte. Cette position intervient alors que Galatasaray connaît déjà bien le dossier. Le club turc avait précédemment manifesté son intérêt pour le latéral gauche algérien et revient désormais à la charge, tandis que Naples s'est également positionné sur le joueur. Arrivé à Dortmund à l'été 2023 après son passage au Borussia Mönchengladbach, Bensebaini s'est engagé pour quatre saisons. Il lui reste donc une année de contrat, offrant au club allemand une dernière opportunité de réaliser une rentrée financière avant une éventuelle arrivée en fin de bail. Pour l'heure, aucune offre officielle n'aurait suffisamment convaincu le Borussia Dortmund. L'avenir de Bensebaini reste donc ouvert, avec Galatasaray et Naples à l'affût. Une offensive concrète pourrait toutefois rapidement changer la donne.

Norvège

Rosenborg prêt à mettre le paquet pour Chiakha

Porté par l'impressionnante série d'Amin Chiakha, Rosenborg serait prêt à lever son option d'achat et à réaliser le transfert le plus coûteux de l'histoire du football norvégien.

Amin Chiakha n'est plus simplement l'homme en forme de Rosenborg : il est devenu le dossier prioritaire de la direction norvégienne. Selon Tipsbladet, le club aurait signifié au FC Copenhague son intention de lever l'option d'achat de cinq millions d'euros incluse dans son prêt. Une décision majeure à l'échelle du football local.

Si l'opération aboutit, l'avant-centre de 20 ans deviendra la recrue la plus chère jamais achetée par un club norvégien. Rosenborg aurait tenté de faire baisser l'addition, sans parvenir à faire plier Copenhague. Le message du FCK aurait été limpide : pas de ris-tourne, il faudra régler l'intégralité de l'option pour conserver l'international algérien au-delà de la saison 2026.

Ce choix s'impose presque comme une évidence au regard de ses dernières semaines. Chiakha marche sur l'eau en Eliteserien, avec sept buts et deux passes décisives lors de ses six dernières sorties. Plus tranchant dans la surface, mieux servi et désormais en pleine confiance, il est devenu l'une des principales armes offensives de Rosenborg.

Le transfert n'est toutefois pas encore bouclé. Le club doit désormais convaincre le joueur et son entourage autour d'un contrat de longue durée. Tant qu'aucun accord n'aura été trouvé, Chiakha restera attendu à Copenhague à l'issue de son prêt.

Mais Rosenborg a clairement accéléré. Miser cinq millions d'euros sur un attaquant de 20 ans représenterait un pari considérable, autant qu'une opération potentiellement très rentable. Avec sa forme actuelle et son importante marge de progression, sa cote pourrait rapidement dépasser le montant réclamé par le FCK.

La direction de Rosenborg ne raisonnerait pas uniquement sur le plan sportif. Malgré son caractère historique, cet investissement pourrait rapidement devenir très rentable.

S'il maintient ce rendement, l'attaquant devrait rapidement attirer des formations issues de championnats plus prestigieux. Une revente dès le mercato estival 2027 paraît alors crédible, pour un montant potentiellement bien supérieur aux cinq millions investis. Rosenborg pourrait ainsi réaliser une importante plus-value après avoir profité de son efficacité pendant au moins une saison.



CAN FÉMININE

Le Cameroun décroche le trophée

Le Cameroun a remporté dimanche soir la première Coupe d'Afrique des nations féminine de son histoire, en surclassant en finale un Malawi novice (3-0) dans une affiche surprise à Rabat (Maroc).

Souvent placées mais jamais sacrées, les Lionnes indomptables camerounaises s'offrent un titre inespéré, elles qui n'étaient même pas qualifiées pour le tournoi avant un repêchage, à la suite de la décision prise en novembre de l'élargir de 12 à 16 équipes. Le Cameroun était tout de même favori face au

Malawi, 153e nation au classement Fifa et seule nation à réussir l'exploit d'atteindre la finale pour sa première participation à la CAN féminine, depuis l'édition inaugurale en 1998. L'équipe camerounaise a rapidement assumé son statut en étouffant les Scorchers malawites par une pression constante, abreuvant la surface de centres, via lesquels elle s'est offert ses trois buts. Ngah Manga s'est ainsi offert un doublé de la tête sur deux centres venus de la gauche, profitant à chaque fois des approximations de la gardienne malawite, qui a relâché un ballon aérien sur l'ouverture du

score (20e, 1-0) avant de rater sa sortie sur le 3e but (45e+3).

Entre-temps, Naomi Eto avait doublé la mise d'une frappe décroisée sur corner (30e). Gabrielle Onguéné a cru parachever le festival d'un quatrième but juste avant le coup de siflet final, mais il a été refusé pour hors-jeu. De l'autre côté du terrain, les Camerounaises ont réussi à museler les soeurs Tabitha et Temwa Chawinga, qui avaient porté l'attaque du Malawi jusque-là en inscrivant 9 de ses 12 buts dans le tournoi, dont Temwa a terminé meilleure buteuses (5 réalisations).

Sur la route de leur titre, après avoir terminé premières de leur groupe, les Camerounaises se sont offert le scalp de l'archi-favori nigérian (1-0), vainqueur de 10 des 13 éditions de la CAN féminine, et bourreau du Cameroun lors de sa dernière finale en 2016.

Souvent sauvé par les exploits de sa gardienne Bihina, nommée meilleure gardienne du tournoi, le Cameroun l'a aussi été en demi-finale contre le Maroc (0-0, 3 tab à 1), pays hôte et autre favori, qui a ensuite perdu la petite finale samedi face à son voisin algérien (1-1, 3-2 aux t.a.b.).

FRANCE

Le PSG **laisse filer** le Trophée des champions



Quadruple tenant du titre, le Paris SG a dû laisser le Trophée des champions à Lens (1-0), combatif et résistant malgré une moitié de match disputée en infériorité numérique, dimanche 16 août au soir au stade Bollaert.

Quatre jours après avoir accueilli la Supercoupe d'Europe, acquise à Salzbourg face à Aston Villa (2-1), l'armoire à trophée du PSG restera cette fois fermée, alors que le club de la capitale était favori de ce premier match disputé sur la scène nationale cette saison. Première fausse note donc dans ce duel entre les deux meilleures équipes de la saison dernière. Le PSG a été battu par l'intensité et le cœur des Lensois, qui ont remporté le Trophée des champions pour la première fois, soutenus par un stade Bollaert de gala. Cette défaite, à une semaine de la reprise de la ligue 1, n'a pas de quoi inquiéter l'entraîneur du Paris SG, Luis Enrique. Ce dernier s'est dit «très content» de la performance de son club, qu'il a trouvé «supérieur» à Lens en dépit de la défaite (1-0) dimanche au stade Bollaert lors du Trophée des

champions.

Qu'un petit quelque chose qui a manqué

Il n'aura manqué au Paris Saint-Germain que de «finaliser les actions en attaque», selon l'Espagnol. «Pour moi, le rythme et les situations de jeu ont été très positifs, je suis très content de ce que j'ai vu pendant le match, a-t-il affirmé dans la foulée du match. Particulièrement en première période, je pense qu'on a contrôlé le match.» En supériorité numérique pendant la moitié de la rencontre après l'exclusion de Kyllian Antonio (39e), le club de la capitale a eu la maîtrise du ballon (69 %) et davantage d'occasions (22 tirs à huit, six frappes cadrées à deux). «Si je me rappelle des années précédentes, je pense que c'est l'année où Lens a créé le moins, a estimé Luis Enrique. Je pense qu'on a mérité plus.

Mais je dois féliciter Lens, ils ont gagné, ils ont joué très bien, avec l'intensité habituelle.» Vainqueurs grâce à un but de Florian Thauvin, opportuniste pour reprendre une frappe ratée de Matthieu Udol, les Sang et Or n'ont été supérieurs dans «aucun» domaine, selon Luis Enrique. «On a contrôlé le match, on aurait pu avoir plus d'occasions nettes, bien sûr, mais en deuxième période, je me rappelle d'actions d'Ousmane Dembélé et Nuno Mendes très claires, a-t-il détaillé. On a fait un très bon match mais on n'a pas eu la réussite dont on avait besoin.» Le double champion d'Europe n'a pas su faire preuve de la même efficacité qu'à Salzbourg, quatre jours plus tôt, qui lui avait permis de remporter la Supercoupe d'Europe face à Aston Villa (2-1) sans dominer. L'exclusion de Nuno Mendes (87e) a aussi handicapé les Parisiens en fin de rencontre.

Cristiano Ronaldo

«C'est probablement ma dernière année de football»

Le joueur vedette portugais Cristiano Ronaldo a annoncé que cette année sera «probablement» sa dernière en tant que footballeur professionnel, dans une interview pour le magazine Vogue, publiée dimanche. «C'est probablement ma dernière année de football et je veux laisser un héritage spectaculaire», a déclaré l'attaquant international portugais, 41 ans, ajoutant que son avenir après le football était «déjà entièrement planifié». Actuellement à Al-Nassr (Arabie Saoudite), Cristiano Ronaldo est le deuxième joueur comptant le plus de Ballons d'Or avec cinq trophées. «Comme le football peut laisser un grand vide, il faut occuper son temps de différentes manières, pas seulement d'une seule», a souligné «CR7», citant le padel ou les voyages parmi ses projets post-retraite. Et d'enchaîner: «J'ai tellement de choses pour m'occuper que vous en dire une seule est difficile», a-t-il précisé à Vogue. Formé au Sporting Portugal, le natif de Madère est également passé par Manchester United, le Real Madrid et la Juventus. Il a disputé cet été son 6e Mondial avec le Portugal, échouant en 8e de finale contre l'Espagne (1-0). «Je veux continuer à profiter de ce que j'ai gagné, de ce que nous avons gagné. Parce qu'après tout, ce sont 25 années avec beaucoup de sacrifices», a ajouté «CR7», en référence à sa carrière durant laquelle il a remporté 32 titres et marqué plus de 970 buts en quelque 1300 matchs.

Brésil

Mendes refuse de serrer la main de Neymar

Un passif entre les deux hommes. Dimanche soir, sur la pelouse de Vasco da Gama, le Santos FC a obtenu une précieuse victoire (0-3) en championnat, sortant ainsi de la zone de relégation. Avant le début de la partie, Thiago Mendes a ignoré Neymar en refusant la poignée de main. Neymar et Thiago Mendes, qui portent chacun le brassard de capitaine, ont continué de s'ignorer lors du protocole d'avant-match. Ancien joueur de l'OL, Thiago Mendes avait blessé Neymar au Parc des Princes en décembre 2020, avec un tackle violent qui

avait contraint l'attaquant brésilien à plusieurs semaines d'arrêt. En février dernier, lors d'une victoire de Santos contre Vaso da Gama (2-1), les deux hommes s'étaient accrochés verbalement sur le terrain. Après avoir marqué, Neymar avait célébré pour rendre hommage à Vinicius, qui avait accusé Gianluca Prestianni de l'avoir traité de «singe» lors d'un match. Mécontent d'un manque de respect supposé, dans cette manière de fêter le but, Thiago Mendes était venu mettre un léger coup de tête à Neymar: «Il crée toujours la polémique, il veut jouer les machos, c'est toujours comme ça», avait lancé Neymar en février dernier, s'en prenant ouvertement à Thiago Mendes. «Avec tout le respect que je lui dois, c'est un imbécile. Il m'a blessé une fois au PSG et il m'a promis de le refaire aujourd'hui.»

Real Madrid

Mourinho estime que le bilan est positif

José Mourinho est plutôt satisfait de la pré-saison du Real Madrid. L'entraîneur portugais s'est exprimé sur la chaîne du club suite au dernier match de préparation remporté face à Schalke 04 en Allemagne dimanche (3-0). Le special one est d'abord revenu sur cette victoire à Gelsenkirchen. «Nous avons des joueurs d'une qualité incroyable. Nous travaillons très bien en équipe, avec et sans ballon. C'était un très bon test, une excellente dernière séance d'entraînement avant le début du vrai travail: la compétition officielle, ce que nous aimons par-dessus tout.» Le bilan de l'été est positif avec trois victoires (Ferencváros, Deportivo La Corogne et Schalke) et un match nul (Fiorentina). Le nouvel entraîneur du Real ne veut pour le moment pas parler des individualités et s'attarde sur la construction d'un effectif. Pour

autant, il salue l'apport de Diomandé, Cucurella, Espi, Dumfries, Konaté ou encore Bernardo Silva. «Je suis très content des dernières recrues, car ce n'est pas facile pour elles: des doubles séances d'entraînement matin et après-midi, avec une chaleur incroyable pendant celle de 17 heures, et pourtant elles sont arrivées avec un mental d'acier.» Des recrues prometteuses et une page qui semble tournée après la polémique sur la forme physique de Bernardo Silva. Le Real paraît aborder ce début de saison avec de la sérénité. «Nous sommes tous enthousiastes, et les joueurs aussi, ce qui est le plus important: s'ils ne le sont pas, nous avons un problème. [...] Ceux qui sont arrivés en début de saison comme ceux qui ont rejoint l'équipe en fin de saison se sont très bien préparés pour être au top de leur forme. Il y a de l'empathie et un véritable esprit d'équipe. L'équipe commence à ressembler à une vraie équipe.» Lors de ce dernier match de préparation, Kylian Mbappé s'est illustré en inscrivant un but, son premier de la saison 2026/2027. Premier match de Liga le 22 août, sur la pelouse de l'Espanyol Barcelone.

ASTON VILLA

Emiliano Martínez n'ira pas à la Juve

Le gardien d'Aston Villa, l'Argentin Emiliano Martínez, ne rejoindra pas la Juventus cet été, à l'issue des discussions menées entre les deux clubs. Le journal «The Athletic» avait rapporté qu'Aston Villa avait reçu une nouvelle offre de la Juventus pour recruter le gardien de 33 ans, les négociations ayant contribué à réduire l'écart entre les deux clubs sur la valeur de la transaction, tandis que les conditions personnelles du gardien argentin ne posaient pas de

problème. Mais la Juventus n'ira pas plus loin dans ce dossier et se tournera désormais vers d'autres cibles au poste de gardien de but. Cela intervient au moment où Aston Villa est parvenu à un accord pour recruter le gardien de Parme, Zion Suzuki, que le club considère comme son premier choix pour la saison prochaine 2026-2027. Aston Villa a commencé à faire avancer les négociations pour finaliser le transfert de Suzuki, parallèlement à la poursuite des discussions concernant l'avenir de

Martínez. L'international japonais doit rejoindre le club anglais, indépendamment de l'avenir de Martínez. Martínez, qui avait signé un nouveau contrat de 5 ans avec Aston Villa en 2024, avait été fortement associé à un départ du club l'été dernier également. Manches-ter United était entré en négociations avec lui et avait présenté une offre pour l'obtenir sous forme de prêt dans les dernières phases du marché des transferts, mais cette offre s'était heurtée à un refus.

Malgré cela, Martínez a continué à jouer un rôle essentiel avec Aston Villa la saison dernière, disputant 44 matchs et contribuant à la quatrième place de l'équipe de l'entraîneur Unai Emery en Premier League, ainsi qu'au sacre en Ligue Europa. Martínez a par ailleurs été l'un des joueurs les plus en vue de l'Argentine lors de la Coupe du monde cet été, débutant comme titulaire lors de tous les matchs de sa sélection, avant de s'incliner face à l'Espagne en finale.

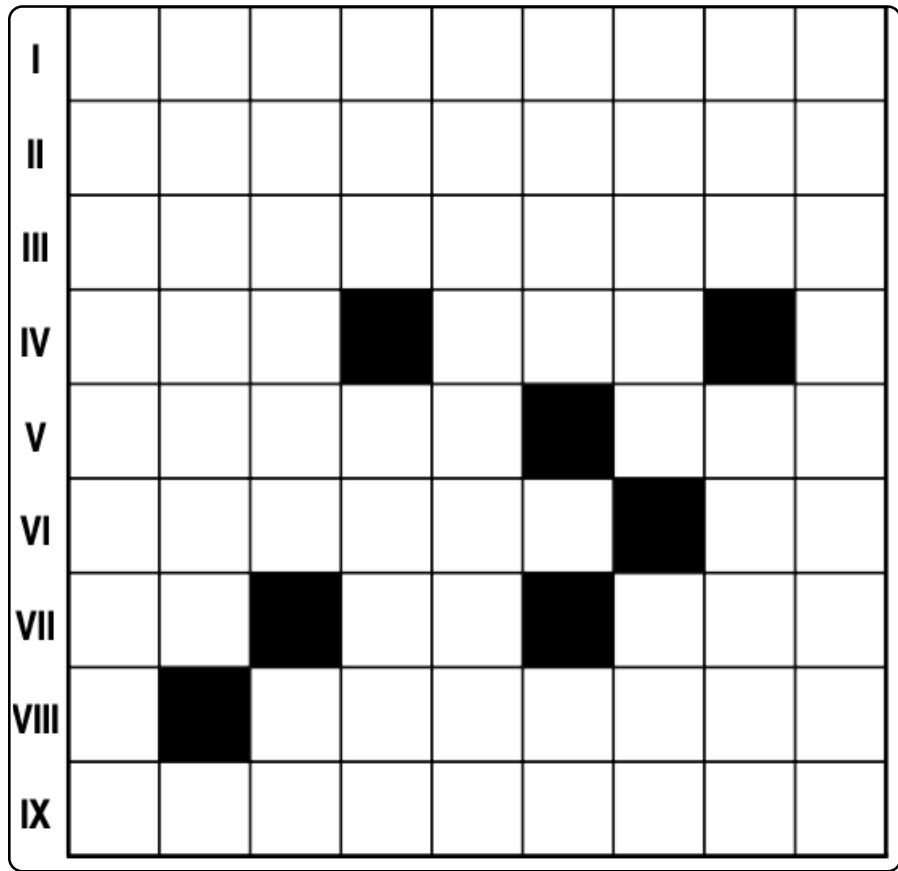
LES MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT

I. Il monte les étage en roulant. II. Musulmane du temps jadis. III. Ils veulent maintenir la Terre Promise en l'Etat. IV. Remué. Rappel. V. Salpêtre. Prénom féminin. VI. Prendre du liquide. Difficulté. VII. Paire romaine. Négation. Absorbés. VIII. Aster à fleurs bleues. IX. Abandonnerez.

VERTICALEMENT

1. Capital. 2. Singe-écureuil. 3. Cassa la croûte. Arboricole. 4. Molécule vitale. Lieux de réunion pour adeptes du crochet. 5. Lieux de traites. 6. Grand club de foot. 3ème sous sol. 7. Preuve de noblesse. Loup de mer. 8. Un à New York. Arcade. 9. Remâchez.

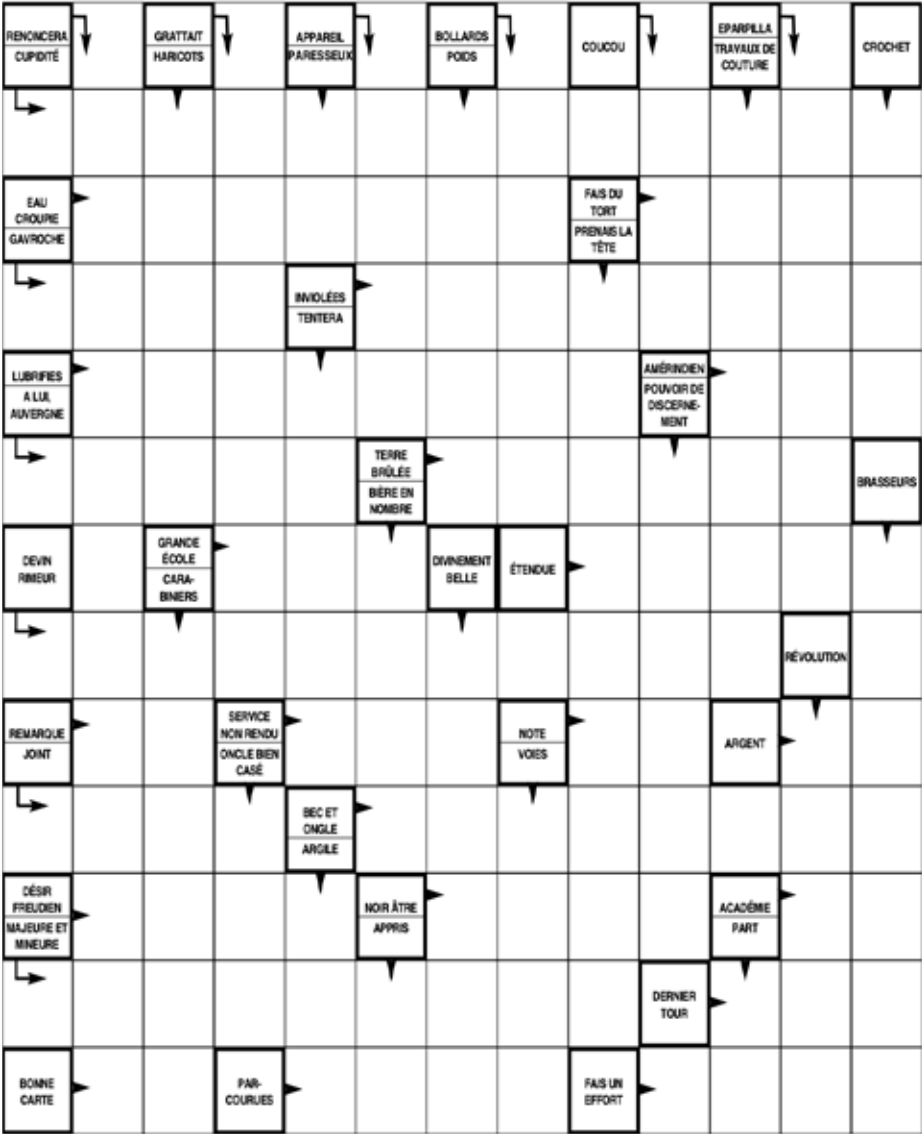


MOTS MÊLÉS

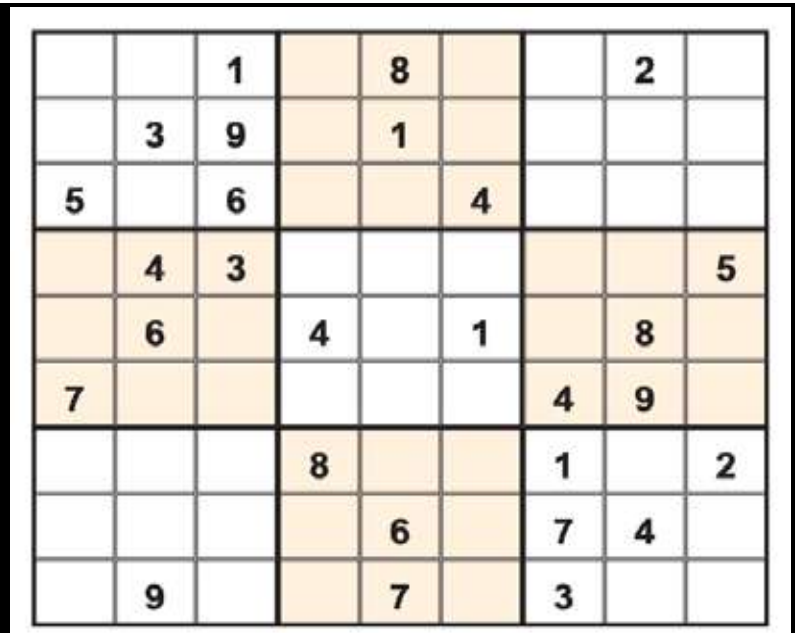
- AIRBAG
AUTORADIO
BATTERIE
BOUGIE
CALANDRE
CAPOT
CARTER
CEINTURE
CHASSIS
COFFRE
COMPTEUR
- COURROIE
CRIC
DIESEL
ENJOLIVEUR
ESSENCE
FILTRE
FREIN
FUMEE
KLAXON
LIVREUR
MOTEUR
- PEDALE
PERMIS
PHARE
PISTON
PNEU
PORTIERE
RADIATEUR
RESERVOIR
RIVET
SOUPAPE
STARTER
- SUPER
SUSPENSION
TAMBOUR
TOLE
TRAPPE
VIDANGE
VITESSE
VOLANT



LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO



SOLUTION
LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO – LES MOTS CROISÉS



KAMEL BOUAKKAZ, ACTEUR ET HUMORISTE :

«Le théâtre doit **retrouver** sa place auprès du public algérien»



Dans un récent entretien accordé à notre confrère Horizons, Kamel Bouakkaz acteur et humoriste revient sur son riche parcours artistique ; non sans lancer un appel sincère à l'adresse de la nouvelle génération, la pressant à respecter les fondamentaux du métier ; à savoir travail, la formation, la patience et beaucoup de volonté. Entretien.

J'ai eu la chance de travailler avec de grands noms du théâtre algérien. Je leur dois beaucoup. Certains avaient une véritable maîtrise du verbe, du jeu et de l'improvisation.

J'ai énormément de respect pour des artistes comme Omar Guendouz et beaucoup d'autres comédiens avec lesquels j'ai travaillé. Ils possédaient une expérience extraordinaire. Ils savaient donner du sens à chaque mot et à chaque geste.

Le théâtre est aussi une école. On apprend énormément en travaillant avec les anciens.

Beaucoup d'Algériens vous ont véritablement découvert grâce au petit écran. Comment avez-vous vécu cette notoriété ?

La télévision touche forcément un public beaucoup plus large. Au théâtre, il faut se déplacer, acheter un billet et venir dans une salle. La télévision entre directement dans les foyers.

C'est probablement pour cette raison que certaines personnes ignorent que je viens du théâtre. Pourtant, je reste profondément attaché à la scène. La télévision m'a donné une plus grande visibilité, mais le théâtre reste ma maison.

Vous avez connu une époque où le théâtre occupait une place importante dans la vie culturelle. Que pensez-vous de la situation actuelle ?

Il y a eu une époque où le théâtre avait une véritable place dans la société. Il bénéficiait d'un grand respect et attirait beaucoup de monde.

Aujourd'hui, le contexte est différent. Le public dispose d'une multitude de distractions. Il y a Internet, les réseaux sociaux, les plateformes et des centaines de chaînes de télévision. Le théâtre doit donc se renouveler et surtout retrouver une relation forte avec le spectateur.

Le problème n'est pas que le public n'aime plus le théâtre. Je pense plutôt qu'il faut lui proposer des spectacles capables de le convaincre de revenir dans les salles.

Pensez-vous qu'il existe aujourd'hui une véritable politique de diffusion des spectacles ?

C'est justement l'un des problèmes. Nous avons besoin d'une meilleure organisation de la programmation et de la diffusion. Il ne suffit pas de produire un spectacle : il faut ensuite lui permettre de vivre.

Un spectacle qui n'est joué que quelques fois ne peut pas rencontrer son public. Il faut des tournées, des festivals et des manifestations culturelles qui permettent aux artistes de présenter leur travail dans différentes régions.

Vous est-il déjà arrivé de refuser des rôles ?

Oui, cela m'est arrivé. On ne peut pas accepter tous les rôles. Il faut parfois savoir dire non lorsque le personnage ne correspond pas à ce que l'on veut défendre ou lorsque les conditions de travail ne sont pas satisfaisantes.

Avec l'expérience, on devient également plus exigeant. On sait ce que l'on veut et surtout ce que l'on ne veut plus faire.

Comment voyez-vous la nouvelle génération de comédiens ?

Je pense qu'il existe beaucoup de jeunes talentueux. Ils ont de l'énergie, des idées et une grande envie de travailler. Ils disposent aussi aujourd'hui d'outils que nous n'avions pas à nos débuts.

Internet et les réseaux sociaux peuvent leur permettre de se faire connaître. Mais il ne faut pas oublier l'essentiel : le métier de comédien demande du travail, de la formation, de la patience et beaucoup de volonté.

Vous êtes connu pour votre humour. Êtes-vous aussi drôle dans la vie que sur scène ?

Oui, j'aime faire rire les gens et créer une bonne ambiance. Avec les amis, je plaisante beaucoup. J'aime discuter, rire et partager de bons moments. Mais l'humour que l'on voit à l'écran ne vient pas forcément de situations imaginaires. Très souvent, il vient de la vie quotidienne. Certaines situations que j'ai vécues sont devenues par la suite des sources d'inspiration.

D'où viennent donc vos blagues et vos situations comiques ?

Je ne considère pas que je cherche simplement à inventer des blagues. Je m'inspire surtout de la réalité. Je peux vivre une situation, observer une personne ou entendre une phrase et me dire qu'il y a quelque chose de drôle à en tirer.

Le quotidien algérien est une source extraordinaire d'humour. Il suffit parfois d'observer les gens, leurs comportements et les situations de tous les jours.

Quel rôle avez-vous particulièrement apprécié à la télévision ?

J'ai eu plusieurs personnages que j'ai beaucoup aimés. Je pense notamment à un rôle dans La Cité, où j'interprétais un personnage lié à l'univers d'Azouz et de Jaffar Gacem. J'y jouais notamment un plombier appelé à intervenir sur des machines à café. C'était un personnage intéressant et différent de ce que j'avais pu faire auparavant. J'ai beaucoup apprécié cette expérience.

Avez-vous déjà travaillé sans être payé ou rencontré des difficultés avec des producteurs ?

Oui, comme beaucoup d'artistes, j'ai connu des situations difficiles. Il arrive que des contrats soient compliqués ou que les artistes rencontrent des problèmes pour être rémunérés.

Il faut être très vigilant avec les contrats. Un artiste doit connaître ses droits et les conditions dans lesquelles il accepte un travail. Ce n'est pas toujours évident, surtout lorsqu'on débute.

Les réseaux sociaux peuvent-ils constituer une nouvelle porte d'entrée vers le cinéma et la télévision ?

Absolument. On voit aujourd'hui des personnes commencer sur les réseaux sociaux et être ensuite repérées pour participer à des films ou à des séries. TikTok et les autres plateformes permettent à certains jeunes de montrer leur personnalité et leur talent. Mais il faut ensuite confirmer ce talent par le travail et la formation.

Vous sentez-vous toujours proche du public algérien ?

Oui, énormément. Je rencontre régulièrement des gens dans la rue et je ressens leur affection. Cela me fait énormément plaisir.

Je fais partie de ce peuple. Je connais ses préoccupations, son humour et sa manière de voir la vie. Lorsque les gens viennent me parler ou me remercier pour un rôle, c'est une récompense extraordinaire.

Modalités de participation aux marchés culturels internationaux

Atelier de formation du 31 août au 4 septembre à Alger

L'Agence algérienne pour le rayonnement culturel (AARC) a annoncé, dimanche dans un communiqué, l'organisation d'un atelier de formation sur «les modalités de participation aux marchés culturels internationaux», du 31 août au 4 septembre à Dar Abdellatif à Alger.

Destiné aux artistes et professionnels de la scène culturelle algérienne, l'atelier vise à renforcer les capacités des participants à intégrer les marchés culturels internationaux, à connaître les modalités de participation à ces marchés, à développer leurs compétences professionnelles et à élargir le réseau de leurs relations au niveau international.

L'atelier est ouvert à «15 participants au maximum», rappelle le communiqué.

Journée nationale de la poésie

Un programme culturel à travers l'ensemble des wilayas

Le ministère de la Culture et des Arts a annoncé, hier, un programme culturel national à l'occasion de la célébration de la Journée nationale de la poésie (17 août), au niveau des bibliothèques principales de lecture publique à travers l'ensemble des wilayas.

Ce programme, célébrant la poésie algérienne et sa place sur la scène culturelle nationale, vise à «valoriser la création poétique algérienne» et à «honorer les poètes et leur contribution à l'enrichissement de la culture nationale», précise le communiqué du ministère.

Le programme prévoit l'organisation d'une série d'activités culturelles, dont des soirées poétiques à travers plusieurs wilayas, des hommages aux poètes, des expositions d'ouvrages et de recueils de poésie, des séances de vente-dédicace et des rencontres sur la poésie nationale et son rôle dans l'expression de la mémoire, de l'identité et de l'appartenance.

Cet événement sera «l'occasion d'ouvrir de nouveaux espaces de dialogue et d'échange, contribuant ainsi à ancrer la culture de la lecture et à encourager les jeunes talents à l'écriture et à la création», conclut le communiqué.

Vous êtes aujourd'hui une figure très appréciée du public algérien. Beaucoup vous ont découvert à la télévision, notamment à travers vos rôles humoristiques. Pourtant, votre parcours a commencé au théâtre. Quel regard portez-vous sur cette évolution ?

Le théâtre reste pour moi l'essentiel. C'est là que j'ai appris mon métier et que je me suis construit en tant que comédien. La télévision m'a permis d'être davantage connu du grand public, mais je ne fais pas de différence entre les deux. Le théâtre demande une présence et une concentration particulières : on est directement face au spectateur, sans possibilité de refaire une scène ou de corriger une erreur.

À la télévision, la caméra permet plusieurs prises et un travail de montage. Au théâtre, tout se passe en direct. Il faut être capable de maîtriser son texte, son personnage et ses émotions devant le public. C'est ce qui rend cette expérience particulièrement exigeante.

Entre le théâtre et la télévision, quel est l'exercice que vous trouvez le plus difficile ?

Le théâtre. Je ne dirais pas que la télévision est facile, mais le théâtre est beaucoup plus exigeant. Sur scène, vous êtes seul face au public. Chaque représentation est différente, car la réaction des spectateurs peut modifier l'énergie du spectacle.

C'est aussi ce contact direct qui fait la beauté du théâtre. Le comédien ressent immédiatement les réactions de la salle. Il sait si le public est avec lui, s'il comprend le message ou s'il reste à distance.

Justement, pensez-vous que le théâtre algérien parvient encore à parler au public d'aujourd'hui ?

C'est une vraie question. Je pense que le théâtre doit davantage s'intéresser aux préoccupations de la société et à ce que vit le peuple algérien. Le spectateur vient au théâtre pour se reconnaître, pour retrouver une partie de son quotidien, de ses préoccupations, de ses joies et parfois de ses difficultés.

Nous avons connu de grandes périodes théâtrales. Des spectacles ont marqué plusieurs générations parce qu'ils parlaient directement aux Algériens. Aujourd'hui, nous devons retrouver cette proximité avec le public.

Le spectateur a changé. Il est beaucoup plus exposé aux images et aux contenus venus du monde entier. Il dispose d'un choix considérable avec les chaînes de télévision, Internet et les plateformes numériques. Pour attirer à nouveau le public dans les salles, il faut donc lui proposer des spectacles de qualité, qui lui parlent et qui répondent à ses attentes.

Vous avez côtoyé plusieurs grandes figures du théâtre algérien ...

Trait d'esprit

“Les obstacles sont ces choses que vous apercevez lorsque vous détournez les yeux de vos objectifs.”

Henry Ford

12 000 euros saisis à l'aéroport de Sétif

Une passagère en provenance de Lyon a été interceptée hier à l'aéroport de Sétif avec 12 000 euros en espèces non déclarés, découverts lors d'une fouille corporelle. C'est ce qu'ont indiqué les douanes dans un communiqué. À cette occasion, les autorités en profitent pour rappeler une obligation légale fondamentale à tous les voyageurs, qu'ils soient résidents algériens ou étrangers. Tout montant en devises dépassant 1 000 euros (ou son équivalent) doit impérativement faire l'objet d'une déclaration écrite à l'entrée comme à la sortie du territoire. Cette règle ne concerne pas uniquement les billets et les pièces de monnaie. Elle s'étend également à tout instrument de paiement au porteur, aux valeurs négociables, ainsi qu'aux métaux et pierres précieuses. Un rappel nécessaire de la part de la Direction générale des douanes, qui prévient que le non-respect de ces formalités expose systématiquement à des sanctions.

Pétrole et gaz s'envolent sous la menace des tensions au Moyen-Orient

Les marchés de l'énergie ont repris des couleurs hier, portés par l'incertitude grandissante autour du Golfe et du Moyen-Orient. Le baril de Brent frôle désormais les 89 dollars, tandis que son équivalent américain, le WTI, s'établit autour de 82,50 dollars. La situation est particulièrement tendue pour le gaz en Europe. Le contrat de référence néerlandais (TTF) a bondi à plus de 62 euros le mégawattheure, soit près du double de son niveau d'avant-crise. Les analystes tirent la sonnette d'alarme. Contrairement au marché pétrolier, peu de signes indiquent une hausse des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) depuis la région, ce qui fait peser un risque réel sur la capacité de l'Union européenne à remplir ses stocks avant l'hiver.

Une vague de chaleur sur plusieurs wilayas aujourd'hui

Une vague de chaleur affectera aujourd'hui plusieurs wilayas du pays, avec des températures pouvant atteindre 49 degrés, indique un bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de la météorologie. De niveau de vigilance « Orange », le BMS concerne les wilayas de Mascara, Relizane, Chlef et Aïn Defla, où les températures maximales oscilleront entre 43 et 45 degrés et les températures minimales entre 26 et 30 degrés durant sa validité, lundi et mardi, précise la même source. La canicule touchera également les wilayas d'Adrar, In Salah et Bordj Badji Mokhtar, qui enregistreront des températures maximales variant entre 48 et 49 degrés, et des températures minimales entre 34 et 37 degrés. Les wilayas d'Oran et Mostaganem sont également concernées par la canicule, avec des températures maximales situées entre 39 et 41 degrés, et des températures minimales entre 24 et 27 degrés, durant la validité du BMS.



MINISTÈRE DE LA COMMUNICATION
ENTREPRISE NATIONALE DE COMMUNICATION. D'ÉDITION ET DE PUBLICITÉ
SOCIÉTÉ PAR ACTIONS AU CAPITAL SOCIAL DE 7.750.000.000 DA

Direction Centrale Marketing et Communication

Réf/DCMC/N° 1/2026

Invitation à la couverture médiatique

L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP) a l'honneur d'inviter les médias nationaux à assurer la couverture de la conférence de presse qui sera consacrée à l'annonce de la longue liste du Grand Prix Assia Djebar du Roman, dans sa huitième édition au titre de l'année 2026, en présence des membres du jury.

Cette annonce permettra de dévoiler les œuvres romanesques retenues pour la longue liste de ce prestigieux prix littéraire, qui continue d'affirmer sa place comme un rendez-vous majeur dédié à la célébration de la création romanesque algérienne et à l'encouragement des talents et des plumes littéraires nationales.

La conférence de presse se tiendra le mercredi 19 août 2026, à partir de 15h00, au siège de la Direction Générale de l'ANEP, sis au 50, rue Khelifa Boukhalfa, BP 355, Alger-Gare.

L'ANEP serait honorée de compter sur la présence des représentants de la presse nationale à cette occasion.

Un réseau d'escrocs démantelé à Oran

La Sûreté nationale a mis la main sur un réseau criminel d'envergure nationale, spécialisé dans l'escroquerie lors de transactions automobiles. C'est ce qu'ont annoncé hier les services de la Sûreté nationale. L'opération a abouti à l'arrestation de sept individus et à la saisie de plus de 26,6 millions de dinars (soit plus de 2,6 milliards de centimes), ainsi qu'à la récupération de quatre véhicules. Actifs principalement à Oran et à Tlemcen, les membres de cette organisation avaient rodé une technique aussi simple qu'efficace pour duper leurs

victimes. Lors des paiements, ils présentaient des liasses de billets dont seules les faces extérieures étaient composées de coupures de 2 000 dinars, l'intérieur étant habilement rempli de billets de 1 000 dinars. Une fois l'arnaque consommée, le réseau s'empressait de blanchir ces fonds illicites en les réinvestissant dans l'immobilier et l'acquisition de divers biens mobiliers. Une interpellation qui met un coup d'arrêt net à une machination bien huilée, tout en rappelant la vigilance de mise lors des transactions en espèces.

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

ORMUZ

Trump menace de bombardier Oman

Alors que les négociations s'éternisent autour du détroit d'Ormuz verrouillé, Donald Trump a changé de cible hier. Le président américain a menacé de recourir à la force contre Oman, accusé de faire de l'ombre aux ambitions de Washington dans la région.

Interrogé par le journaliste de Fox News Trey Yingst, le locataire de la Maison Blanche n'y est pas allé par quatre chemins. « Si Oman se met en travers de notre chemin, on va leur bombarder la gueule », a-t-il lâché, avant de relayer ses propos sur son réseau X. Cette saillie verbale trahit l'agacement de Washington face à la diplomatie parallèle qui se joue actuellement. Depuis plusieurs semaines, Mascate et Téhéran discutent en effet des conditions de navigation dans ce passage névralgique, et ce, sans la moindre participation américaine. Il faut dire que le contexte est particulièrement inflammable. Depuis les frappes israélo-américaines contre l'Iran à la fin du mois de février, qui ont précipité le Moyen-Orient dans un conflit ouvert, Téhéran a repris sa stratégie de l'étranglement. Le détroit, par lequel transitait autrefois un cinquième du pétrole mondial, est quasi continuellement verrouillé. En réaction, les États-Unis ont asphyxié les ports iraniens via un blocus strict. Derrière les menaces de bombardement et les appels à « hisser le drapeau blanc de la capitulation » lancés à l'Iran, une réalité géopolitique complexe émerge. Trump a d'ailleurs reconnu l'existence d'un canal de communication direct avec les Gardiens de la Révolution, contournant ainsi la diplomatie traditionnelle.



Une ligne rouge pour Téhéran, qui a martelé ce week-end que le détroit « restera iranien ». De son côté, le président américain, persuadé que les élections législatives de mi-mandat de novembre n'altéreront pas sa détermination, rêve déjà d'annexer la souveraineté de ce passage au profit des États-Unis une fois l'Iran « battu ». Pendant que les sabres se dégai-

nent à Washington, les diplomates tentent de sauver les meubles. « Les pourparlers se poursuivent de manière sérieuse et des échanges de vues ont lieu sur le texte de la déclaration conjointe », a tenté de rassurer hier le porte-parole du ministère iranien des Affaires étrangères. Mais face à l'imprévisibilité américaine, la route vers un accord semble encore semée d'embûches. **B. B.**

GHAZA

2,15 millions de déplacés dans l'enfer des maladies et de la météo

La bande de Gaza étouffe. Hier, le bureau des médias du gouvernement local a lancé un cri d'alarme. Plus de 2,15 millions de personnes, réparties dans 509 393 familles, survivent dans des conditions humanitaires catastrophiques. Les tentes surpeuplées, le manque de chauffage et l'absence de logements sûrs transforment chaque nuit en cauchemar, surtout pour les plus vulnérables. Plus d'un demi-million d'enfants sont aujourd'hui exposés aux maladies infectieuses et à la mort, victimes collatérales d'une guerre qui n'en finit pas. Le communiqué officiel ne mâche pas ses mots : cette situation constitue une « violation flagrante » des conventions internationales

les protégeant les civils. Pire, elle s'apparente, selon les autorités locales, à une stratégie délibérée de déplacement forcé, où la privation de logement devient une arme de guerre. Les rongeurs pullulent dans les abris de fortune, et des cas d'attaques contre des enfants endormis ont été signalés, illustrant l'effondrement total des conditions sanitaires. Face à l'urgence, le Bureau des médias exige une réaction immédiate de la communauté internationale. Lever le blocus israélien, autoriser l'entrée sans restriction de matériaux d'isolation et d'unités d'hébergement temporaires, et faire de la réhabilitation des infrastructures une priorité absolue : telles sont les demandes pressantes adressées

aux Nations unies et aux donateurs. Les organisations de défense des droits de l'homme sont, quant à elles, appelées à documenter ces privations pour que l'occupation israélienne réponde de ses actes devant la justice internationale. Pourtant, malgré les annonces, rien ne change sur le terrain. Les forces israéliennes poursuivent leurs opérations pour le 312^e jour consécutif, en défi à tout accord de cessez-le-feu. Même la déclaration du président américain Donald Trump, le 31 juillet dernier, évoquant un « nouvel accord » pour entamer une deuxième phase de la feuille de route, n'a pas stoppé la spirale de la violence. Gaza attend. Les familles grelottent. Et le monde, lui, semble toujours aussi sourd. ■